



***Réconcilier agriculture et société,
Quelle Politique Agricole Commune ?***

ACTES

Le jeudi 9 avril 2009

Palais du Luxembourg, Sénat



CONTACTS

Eros Sana, Attaché parlementaire



+ 33 6 72 66 82 20/ + 33 1 42 34 27 96

j.muller@senat.fr / www.jacquesmuller.fr

Commission Agriculture des Verts

<http://www.agriculture.lesverts.fr/>



***Réconcilier agriculture et société,
Quelle Politique Agricole Commune ?***

Actes de la Table ronde co-organisée par le Sénateur Jacques Muller et par la Commission Agriculture des Verts, Le jeudi 9 avril 2009.

Palais du Luxembourg, Sénat

Dans un contexte de crise alimentaire, environnementale, énergétique et économique, la légitimité des aides à l'agriculture est interrogée : quelle agriculture cherche-t-on à favoriser avec les fonds publics ?

Les objectifs et outils de la politique agricole européenne construite après-guerre sont-ils encore adaptés aux enjeux nouveaux que sont la protection de l'eau et de la biodiversité, les attentes sociales, les besoins alimentaires et non-alimentaires ?

Et sinon, les récentes évolutions de la Politique Agricole Commune (PAC) répondent-elles à ces enjeux ? Ne faut-il pas aller plus loin dans la transformation des leviers de la politique agricole ?

Organisée en collaboration avec la Commission « agriculture » des Verts, cette rencontre a permis de confronter les points de vue de personnalités reconnues, parties prenantes de l'évolution de l'agriculture française, et de dialoguer avec elles à la lumière des urgences actuelles, environnementales et sociales. Une trentaine de personnes, essentiellement issues des milieux agricoles et environnementaux, ont participé à cette rencontre.



INTERVENANTS

Edgard Pisani



Ayant rejoint la résistance dès le début de l'occupation allemande, Edgard Pisani joue un rôle actif dans la Libération qui lui vaut d'être distingué par les membres du Conseil National de la Résistance.

Il est Elu Sénateur de la Haute-Marne de 1951 à 1961 et de 1974 à 1981, et siège à l'Assemblée nationale en 1967.

Considéré comme l'un des pères de la PAC, il a été de nombreuses fois ministres sous plusieurs gouvernements (Ministre de l'Agriculture dans les cabinets Michel Debré de 1961 à 1962, et de Georges Pompidou de 1962 à 1966 ; Ministre de l'Équipement de 1966 à 1967, Haut Commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie en 1985 etc.).

Il est auteur de nombreux ouvrages de référence, dont « *Pour une agriculture marchande et ménagère* », « *Un vieil homme et la Terre* » et « *Une politique mondiale pour nourrir le monde* ».

Guy Paillotin

Secrétaire perpétuel de l'Académie d'Agriculture, Guy Paillotin est ancien Président de l'INRA et membre de son Comité d'Éthique et de Précaution. Ex-Président de l'Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement.

Auteur de nombreux articles de vulgarisation et d'information et de publications scientifiques, il est auteur du rapport sur l'Agriculture raisonnée suite à la demande du Ministre de l'Agriculture et de la Pêche. Avec Dominique Rousset, il a écrit de « *Tais-toi et mange* ».



Geneviève Savigny



Eleveuse de volailles fermières en vente directe dans les Alpes de Hautes Provence, membre du Comité National de la Confédération paysanne, participe à ce titre au du Réseau inter-associatif PAC 2013, ainsi qu'aux travaux menés sur la PAC et la souveraineté alimentaire par la Coordination Européenne Via Campesina (ECVC ex CPE).

Jacques Muller

Sénateur du Haut-Rhin et Maire de Wattwiller. Jacques Muller est diplômé de l'Institut National Agronomique de Paris-Grignon (INA PG) et Ingénieur du Génie Rural des Eaux et des Forêts (IGREF). Au Sénat il siège à la Commission des Affaires économiques.



Jacques Caplat



Agronome et ethnologue - administrateur d'**Agir Pour l'Environnement** (APE) Après un passage au Bénin (1994), a été chargé de mission à la **FNAB** de 2000 à 2008, chargé des dossiers environnementaux et de la PAC. Ancien secrétaire du groupe d'experts français sur les semences biologiques (2003 à 2008), et membre du groupe d'experts du CORPEN sur les pratiques agricoles économes en produits phytosanitaires (2005 à 2008).



INTRODUCTION



Jacques Muller

Mesdames, Messieurs, Monsieur le Ministre, bienvenue dans cette Salle Monnerville au Sénat pour notre table ronde « *Réconcilier agriculture et société, quelle Politique agricole commune ?* ».

Nous accueillons cet après-midi un intervenant qui a marqué l'histoire de notre politique agricole. Monsieur le ministre, permettez-moi de faire une présentation très rapide de votre parcours.

Edgard Pisani rejoint la résistance dès le début de l'occupation allemande, et joue un rôle actif dans la libération qui lui vaut d'être distingué par les membres du Conseil National de la Résistance.

Sénateur de la Haute-Marne de 1951 à 1961 et de 1974 à 1981, vous siégez également à l'Assemblée nationale en 1967. Vous êtes considéré comme l'un des pères de la Politique Agricole Commune, et avez été de nombreuses fois ministres sous plusieurs gouvernements : Ministre de l'Agriculture dans les cabinets Michel Debré de 1961 à 1962 et de Georges Pompidou de 1962 à 1966, Ministre de l'Équipement de 1966 à 1967, et Haut Commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie en 1985. Vous êtes auteur de nombreux ouvrages de références, je cite entre autres : « *Pour une agriculture marchande et ménagère* », « *Un vieil homme et la Terre* » et « *Une politique mondiale pour nourrir le monde* ».

C'est un honneur de vous accueillir cet après-midi au moment où nous souhaitons ouvrir la réflexion et le débat sur la crise agricole que nous traversons aujourd'hui. Il est vrai que depuis quelques temps on parle de crise financière, de crise économique et sociale, de crise environnementale. Mais la politique agricole européenne en également en crise, depuis des années. Et nous constatons tous, malheureusement, un certain désamour de la population par rapport au monde agricole... alors que le métier de paysan est l'un des plus beaux puisque ce dernier a pour vocation de nourrir les hommes !

Aujourd'hui de nombreuses questions viennent entacher la confiance entre les uns et les autres : ce seraient plus particulièrement les atteintes à l'environnement et les interrogations portant sur les produits alimentaires, alimentées par les crises alimentaires qui ont agité les médias.

Si le problème est évidemment beaucoup plus profond qu'il n'y paraît, j'estime qu'il faut avant toute chose refuser clairement tous les clichés – parfaitement détestables ! - du genre « agriculteur-pollueur ». Mais avant de vous faire part de mon analyse de la situation, je tiens à réaffirmer d'entrée de jeu quelques principes de base qui me semblent aujourd'hui consensuels, et cela quelles que soient les positions des uns et des autres.

Le premier principe est que les agriculteurs sont des acteurs économiques comme les autres. Ni meilleurs, ni pires. Ils travaillent tout simplement dans le cadre économique qui leur a été tracé. Et ils cherchent comme tous les acteurs économiques à optimiser leurs revenus. Donc je crois qu'il faut très clairement refuser la stigmatisation des agriculteurs ou du monde agricole en général ; refuser toute posture de type recherche de bouc émissaire.

Le deuxième principe, tout aussi important, est que l'agriculture est une activité originale qui se distingue fondamentalement des autres par deux caractéristiques essentielles.



Tout d'abord l'agriculture vise fondamentalement à nourrir les êtres humains, et par conséquent ne peut pas être traitée comme les autres : en effet, on ne produit et ne vend pas des produits destinés à l'alimentation comme on produit ou on vend des voitures !

Ensuite, c'est aussi un secteur économique un peu particulier puisque la formation des prix en agriculture, lorsqu'elle est abandonnée à la loi du marché, sans cadre, sans correction, peut aboutir à des aberrations. Autrement dit, de tous côtés, au moins en France – en Europe c'est quelque différent – nous pensons que le secteur de la production agricole a besoin de politique, besoin de régulation, besoin de s'affranchir de la loi du marché, laissée livrée à elle-même. Ainsi je relève qu'au niveau européen, la Politique Agricole Commune a été l'une des toutes premières politiques européennes vraiment intégrées : ce besoin de politique en agriculture était l'un des arguments – évidemment pas le seul – mis en avant.

Le troisième principe est la définition même de la politique : c'est la définition d'enjeux sociétaux clairement identifiés et la mise en œuvre d'outils, avec les acteurs concernés, pour essayer de les atteindre. A l'époque, en 1962, lorsque l'on a fondé la politique agricole commune, les objectifs étaient clairs : le déficit alimentaire de l'Europe, important, nécessitait prioritairement d'accroître la production en dopant les rendements et par conséquent de mettre en œuvre un système très incitatif de soutien des prix. Très clairement, les enjeux ont aujourd'hui beaucoup changé : nous ne sommes plus en 1962 !

Le décor étant planté, je souhaite pointer très synthétiquement les quatre grands enjeux qui me paraissent aujourd'hui essentiels.

Le premier enjeu est la question de la souveraineté alimentaire.

D'abord parce que la nourriture peut devenir une arme : c'est la dimension stratégique de l'agriculture. C'est pourquoi j'estime que c'est un droit fondamental, pour une entité politique



(un pays ou un groupe de pays) que de pouvoir maîtriser son alimentation.

Ensuite parce que la production agricole est toujours la base du développement. Nous avons en exemple *a contrario* la situation des pays du sud où les villes nourrissent les campagnes à partir d'importations ou d'excédents déversés par les pays riches sur ces pays là. Et donc le développement devient impossible, qu'il s'agisse de l'agriculture ou du reste de l'économie. Hélas ce principe

de souveraineté alimentaire est de plus en plus mis à mal au plan international, par l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) qui a tendance à considérer l'alimentation comme un bien comme les autres.

Je souligne enfin, par rapport à cet enjeu de souveraineté alimentaire, que l'Europe est devenue un aspirateur à protéines, en raison du développement inconsidéré des élevages intensifs nourris à base de maïs et de soja importé : au final, elle est de plus en plus déficitaire en protéines végétales, et excédentaire en céréales qu'elle exporte dans le



monde... ou déverse à coups de subventions sur les pays du Sud, contribuant ainsi à affaiblir les agricultures vivrières du tiers-monde et par ricochet au sous-développement..

Le deuxième enjeu est la pression sur l'environnement de l'agriculture conventionnelle d'aujourd'hui.

C'est la question des nappes phréatiques, atteintes qualitativement (pollution, pesticides, nitrates) ou épuisées quantitativement.

C'est la question des atteintes à la biodiversité. Nous avons aujourd'hui une agriculture qui s'est de plus en plus déterritorialisée, artificialisée, qui ne s'appuie plus, ou de moins en moins, sur les potentialités du milieu, et qui est confrontée à une efficacité marginale décroissante des intrants : les pesticides sont de moins en moins efficaces, parce que des résistances apparaissent. C'est dans ce contexte d'atteinte globale à la biodiversité que je situe avec mes collègues Verts la problématique des cultures d'OGM en plein champ.

Ce sont également les questions posées par la dégradation des sols (humus, vie microbienne), la pollution de l'air – on l'oublie souvent – par les pesticides.

C'est enfin la consommation d'intrants, car l'agriculture dite moderne produit avec de moins en moins de paysans et de plus en plus d'énergie fossile, sous forme d'intrants ou de machines.

Le troisième enjeu est la qualité des produits.

Je l'ai évoqué tout à l'heure, on y reviendra peut-être durant les débats. En tout cas, aujourd'hui, force est de constater que globalement la confiance des consommateurs dans la qualité des produits standardisés – parfois à juste titre... ou pas ! – s'érode. Par contre, dès lors qu'ils connaissent directement ou indirectement les producteurs, les consommateurs retrouvent une certaine confiance.

Enfin le dernier enjeu, qui me paraît tout à fait essentiel, est le rôle de l'agriculture dans l'aménagement et le ménagement du territoire.

L'agriculture est une activité économique capable de fixer d'autres activités économiques, qu'elles soient artisanales ou de services. Elle est aussi productrice de paysages. Elle accomplit ainsi une fonction d'intérêt général qui va bien au-delà de la simple production – qui reste première – de biens alimentaires.

Dans le même esprit, je souhaite rappeler la problématique de l'emploi agricole, car évidemment, comme toute activité économique, l'agriculture est pourvoyeuse d'emplois. Nous sommes bien obligés de constater que depuis des décennies la substitution capital/travail fonctionne à plein, avec pour conséquence directe la concentration des exploitations agricoles : on a bien du mal à expliquer aujourd'hui, notamment à des jeunes, que l'agriculture est un secteur porteur, en de perspective d'emplois !

Avant de conclure ce propos liminaire, je souhaite aborder - très brièvement ! - la question de la politique agricole actuelle, surtout dans sa déclinaison française qui est encore particulière par rapport à celle de nos voisins : cette politique me semble aujourd'hui radicalement hors sujet, pour trois raisons de fond.

Hors sujet parce que le premier pilier, c'est-à-dire les fameuses aides dites autrefois « *compensatoires* » qu'on appelle aujourd'hui les droits à paiement unique, les DPU, représente 90% des subsides publics qui sont mis dans l'agriculture, au détriment du second pilier, qualitatif, qui globalement pèse très peu. Je regarde ce qui se passe dans un pays hors PAC comme la Suisse, on observe un rapport de l'ordre de 70% pour le second pilier et 30% pour le premier. En France sommes à ce jour 90/10...

Hors sujet parce que ce premier pilier est complètement déconnecté, j'allais dire « *déconnecté* ! », par rapport aux enjeux précités puisqu'il est basé – et c'est la spécificité



française – sur les références dites « *historiques* » de 2000-2002. Nous sommes dans une problématique aberrante de gestion d'une rente d'une rente de situation. Nous sommes à l'opposé de la politique, c'est-à-dire de fonds publics mis sur la table pour atteindre des d'objectifs précis bien identifiés.

Hors sujet parce que le système actuel va très clairement à l'encontre de notre objectif numéro 4, à savoir l'emploi dans l'agriculture : à y regarder de plus près l'agriculture est le seul secteur économique où l'on subventionne directement le capital ! Partout il est question d'alléger les charges sociales pour créer des emplois, dans les entreprises artisanales ou non. Alléger le coût du travail ? Dans l'agriculture on fait radicalement l'inverse : on subventionne le capital depuis..., j'ai envie de dire depuis toujours. Depuis 1993 c'est tout simplement un peu plus visible. Les DPU constitue une prime au capital qui effectivement ne peut jouer que contre l'emploi puisqu'elle n'est ni dégressive ni plafonnée par UTA (unité de travail/année) et qui favorise mécaniquement la concentration des entreprises. Certains des pays voisins appliquent le plafonnement ou la dégressivité. Je reprends l'exemple suisse où le premier pilier est limité aux quarante premiers hectares. Si on veut vraiment privilégier l'emploi, on est obligé d'aborder ces questions frontalement, sans tabou !

Pour conclure et ouvrir le débat, et laisser les autres orateurs jeter leur regard critique sur la situation, je pense qu'aujourd'hui il y a urgence : urgence à refonder la politique agricole, ne serait-ce que pour « relégitimer », les fonds publics aujourd'hui versés. Nos concitoyens ne comprennent plus comment – pour la France – quelques 10 milliards par an et 9 milliards pour le premier pilier sont versés chaque année avec des objectifs qui ne peuvent être atteints, certains même contradictoires.

Je crois aussi qu'il y a un enjeu réel, **c'est d'éviter de continuer dans la direction dans laquelle l'agriculture conventionnelle est engagée : une agriculture qui a tendance à s'industrialiser, à se standardiser et surtout à se déterritorialiser.** Aujourd'hui l'enjeu est de revenir à l'agronomie. Probablement mon passé d'ingénieur agro me rend-il très sensible à cette problématique : revenir à l'agronomie ou plus précisément à l'agro-écologie plutôt qu'à l'agro-chimie ou la manipulation génétique. Il s'agit de promouvoir une agriculture nouvelle qui fondamentalement met en valeur les potentialités et caractéristiques originales des territoires sur lesquelles elle se développe.

Mais **il faudra avoir le courage de rompre enfin les liens historiques tissés à tous les niveaux par certains lobbies** bien connus qui malheureusement pèsent depuis trop longtemps sur les évolutions nécessaires de la politique agricole : il en résulte une inertie de par rapport aux enjeux sociétaux exposés précédemment, que nos concitoyens ne comprennent plus... Ne pas rompre avec cette mécanique infernale serait prendre le risque de décrédibiliser définitivement la notion même de politique agricole... à la grande satisfaction des libéraux de tout poil !

Je suis très heureux cet après midi de réunir autour d'une même table M. le ministre Edgard Pisani, M. Guy Paillotin, président honoraire de l'INRA et secrétaire perpétuel de l'Académie d'agriculture, ainsi que Mme Geneviève Savigny, membre du Comité national de la Confédération paysanne avec qui nous travaillons de façon régulière.

J'invite les uns et les autres à parler en toute liberté, sans tabou ni autocensure, sur le thème qui nous rassemble aujourd'hui. Suite à quoi nous ouvrirons un débat large avec vous



tous car par définition, et surtout lorsque l'on est en crise, ce n'est pas l'un qui détient la vérité contre les autres : il est fort probable qu'on ne puisse la trouver qu'ensemble !

L'arbitre des débats - si je puis dire ! - sera Jacques Caplat., agronome et ethnologue, administrateur de l'association Agir pour l'environnement et animateur de la commission agriculture des Verts. Je vous remercie pour votre attention.

(Applaudissement de la salle)





Jacques Caplat

Merci Monsieur le Sénateur. Moi je ne vais pas intervenir sur le fond, je suis là pour faire circuler la parole plus que pour arbitrer.

Je souhaite juste revenir sur la manière de mener le débat : chacun des trois autres intervenants va intervenir de façon très libre pendant près d'un quart d'heure, vingt minutes pour présenter sa vision de la question posée. Sans forcément d'enfermer dans la Politique agricole commune. Donc il ne faudra pas attendre des interventions qu'elles dressent un tableau exhaustif du problème. Le but est bien d'ouvrir des questions, des regards. Et nous referons un rapide tour de table à l'issue des premières interventions, pour que chacun des intervenants puisse dans un premier temps réagir aux autres exposés, si nécessaire, avant que nous commençons à débattre avec la salle.

Je commence en donnant la parole à Monsieur Pisani. Monsieur le Ministre...



Edgard Pisani

Aujourd'hui la faim tue bien plus de monde que les conflits. Comme aux premiers temps de l'humanité, sans doute et bien moins que demain vraisemblablement. Ainsi le problème de l'alimentation humaine est il destiné à devenir plus important qu'il n'est apparu jusqu'à présent. Il nous faut en un quart de siècle doubler la production alimentaire mondiale. Ceci du fait du déficit actuel : 1 milliard d'hommes ne mangent pas à leur faim ; du fait de l'explosion démographique, 2 milliards et quelques d'humains en plus dans les quelques décennies toutes prochaines. Mais aussi du fait de l'évolution du type de consommation, qui substitue les produits carnés aux produits végétaux, les produits carnés étant gros consommateurs de calories végétales.

Nous nous trouvons donc devant un problème quantitatif considérable. A la fois du fait de notre volonté d'éviter que la faim ne subsiste, et du fait de la nécessité où nous sommes d'accueillir en leur donnant les moyens de vivre ceux qui nous succéderont.

A première vue, très rapidement considéré, on a tendance à penser, on a la tentation de dire que le monde pourrait nourrir le monde s'il le voulait. Mais à deuxième vue, on est obligé de dire que nous ne sommes pas sûrs qu'il le veuille. Ou plus exactement, le voudrait-il, nous ne sommes pas sûrs qu'il en prenne les moyens.

C'est à cette approche du problème que je voudrais consacrer mon propos.

Seules, et c'est ma première affirmation, **seules des politiques nationales ou régionales, coordonnées, disciplinées, orientées et inspirées par une politique mondiale, pourraient permettre de mobiliser tous les moyens nécessaires, de produire tous les biens nécessaires et d'éliminer tous les démons nécessaires.**



Pour justifier mon optimisme à peine ébauché il y a un instant, je voudrais signaler qu'en quarante ans la superficie cultivée a augmenté de 9%, et qu'à bien considérer l'état des terres et l'état de leur emploi, on peut affirmer qu'une politique plus dynamique, plus systématique permettrait d'aller au-delà.

Mais sous cette note d'optimisme, une note de pessimisme très grave qui ne réside pas tant dans le fait que les villes, les infrastructures et autres pratiques grignotent de l'espace rurale, tout en soulignant que les banlieues des villes sont en général les zones les plus fertiles, car ce n'est pas par hasard qu'une ville s'est installée ici ou là. Elle s'est installée là où il y avait regroupement des activités et volonté de faire ensemble, de s'équiper ensemble, de s'éduquer ensemble.

Or, en face de cette vision un peu triste, un peu pessimiste – plus triste que pessimiste je le crois – nous constatons que dans un passé récent les USA et l'Union Européenne ont tendu à limiter la production.

Et n'eût été l'accident qui est arrivé il y a quelques deux ans, qui nous alertait, qui nous a dit que la terre n'était pas aussi généreuse qu'elle ne le semblait et les besoins humains n'étaient pas aussi limités qu'on le disait, oui, nous avons pratiqué pour économiser l'argent de nos budgets, nous avons limité la production et lorsque par hasard cette production excédait nos besoins, nous exportions nos excédents vers des pays comme l'Afrique ou d'autres.

Et ayant dispensé à l'Afrique des quantités considérables de biens alimentaires, je m'accuse comme Commissaire européen d'avoir empêché l'agriculture africaine de se développer. A partir de l'instant où l'on pouvait distribuer de la poudre de lait, de la farine gratuitement, on dispensait les paysans ou les possibles paysans de produire eux-mêmes. Ce que nous croyions être oeuvre charitable, oeuvre positive, a été en fait une oeuvre négative dont l'Afrique paye encore le prix maintenant.

Il n'y a pas à la vérité, pour faire face à ces problèmes, d'organisme international adéquat. **L'Organisation Mondiale du Commerce se préoccupe peu de la faim dans le monde. Et la FAO se préoccupe insuffisamment de l'action à conduire pour satisfaire la faim du monde.** La FAO est une merveilleuse centrale de documentation, elle n'a pas de pouvoir pour agir sur les phénomènes eux-mêmes. Ainsi donc le problème de l'alimentation, qui est peut-être le plus important qui soit, est un problème qui n'a pas de responsable à l'échelle du monde et nous y reviendrons tout à l'heure.



Et c'est alors que nous nous trouvons dans cette situation, que je viens de schématiser, qu'apparaît un ennemi auquel nous ne pensions pas et qui s'avère redoutable : c'est la possibilité d'utiliser la terre à produire des agro-carburants. C'est par millions d'hectares que les terres du sud de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique du sud, sont actuellement détournées de la production alimentaire pour être consacrées à la production d'agro-carburants. Non pas seulement pour satisfaire les besoins de l'agriculture – ce qui serait après tout une bonne solution – mais pour être ajoutées à 10%, 15%, 20%, 30% à l'essence et ce, sans limite.

Les agro-carburants sont et peuvent devenir un obstacle considérable et insurmontable à l'équilibre alimentaire du monde.

Et connaissant le monde politique, connaissant le poids de l'opinion, je m'interroge et je doute sur le fait de savoir si on s'en prendra à la machine pour respecter l'homme, ou si au contraire pour donner de l'essence aux voitures, on prendra le risque de priver l'homme. J'entends bien que les producteurs de voitures ont fait un effort et font un effort pour mettre sur le marché des voitures moins consommatrices. Il demeure que va arriver sur le marché un nombre incalculable que l'on chiffre à des centaines de millions de voitures en Chine et bientôt en Inde.

Ainsi le monde risque-t-il fort de voir s'accroître le nombre des affamés et les révoltes de la faim, car nous sommes en des temps nouveaux où le mécontent se révolte. Nous en savons quelque chose en Europe même, en Afrique aussi, en Amérique latine et ainsi qu'en Asie.

Le temps donc est venu de prendre conscience de la gravité de la situation et de se poser la question de savoir si le monde pourra nourrir le monde. Ou plus exactement, la question de savoir à quelle condition le monde pourra nourrir le monde.

Mais il me faut faire ici une incidente et signaler que la vertu de l'agriculture n'est pas seulement qu'elle fournit de la nourriture, elle est aussi qu'elle est virtuellement créatrice d'emplois. Or l'explosion démographique de ces prochaines décennies et la crise que nous traversons, feront que la main d'œuvre inemployée dans le monde atteindra des volumes, des quantités dont nous n'avons pas la moindre idée. Tous ceux qui auront été licenciés ne seront pas réembauchés car avant de redémarrer leurs usines, les industriels s'arrangeront pour faire des économies de main d'œuvre. Et puis il y a la main d'œuvre en plus. Donc ce n'est pas seulement comme nourricière que l'agriculture joue et jouera un rôle majeur, c'est aussi comme activité ayant besoin de travailleurs.

C'est ici pour moi l'occasion de souligner l'un de mes dadas, **je suis délibérément pour une agriculture paysanne, vivrière en Afrique.** Car j'ai eu l'occasion, jadis, de visiter des plantations, dont le souci majeur était d'économiser de la main d'œuvre, voire de ne pas mettre à la disposition de leurs ouvriers des lopins de terre pour qu'ils cultivent une parcelle sur laquelle ils pouvaient se nourrir.

Je peux vous raconter une histoire. J'ai visité une plantation de bananes admirable, tout était propre, tout était rutilant, tout était beau, tout marchait, les uniformes des ouvriers étaient impeccables. Puis j'ai échappé à l'escorte qui me suivait pour aller tout droit devant moi, vers les limites de la plantation, je suis arrivé à la clôture, derrière moi tout était vert, devant moi tout était noir. C'était la brousse. Revenant au bâtiment de l'Etat-major, j'ai interrogé le patron : « Vous n'avez pas mis de parcelle cultivable pour les familles, à la disposition de vos ouvriers ? » Il m'a répondu très calmement avec la certitude de bien faire : « Ce n'est pas notre problème, nous leur donnons un salaire. Qu'ils se débrouillent. »



Je voudrais maintenant ayant développé ce tableau plus noir que clair, dire comment j'envisage, comment je perçois – et je le ferai très rapidement, car je ne suis pas au point dans mes propres élucubrations – l'orientation qu'il faudrait prendre pour résoudre les problèmes que j'ai posés. Je souhaiterais que l'Europe, qui a fait l'expérience de la gestion en commun de l'agriculture nationale, prenne l'initiative de proposer au monde une politique agro-alimentaire mondiale. En effet, au niveau international mondial, il n'y, a comme je le disais tout à l'heure, qu'une centrale de statistique et une organisation dont l'objet n'est pas l'alimentation humaine mais la liberté du commerce. Combien y a-t-il de gens qui se préoccupent de la liberté du commerce et combien y en a-t-il, au contraire, qui se préoccupent du frigo de demain ?

En quoi consisterait l'échafaudage, la structure de cette Politique agricole et alimentaire mondiale ? Je crois que nous ne pouvons imaginer qu'elle soit gérée par deux cent Etats indépendants. Mettre d'accord deux cent poilus, ce n'est pas facile, on sait déjà qu'à trente ou trente-cinq s'est difficile. Je crois qu'il faudrait que les régions du monde s'organisent en unions à l'image de l'Europe. Unions qui pratiqueraient à l'intérieur d'elles-mêmes le libre-échange et qui négocieraient ensemble sous tutelle mondiale, dans le cadre d'organisations mondiales, les conditions des échanges entre les différentes régions du monde. J'imagine la chose difficile, mais je la crois possible. Donc une première réalité, des unions du type de l'Union Européenne, pratiquant la liberté des échanges.

Mais laissez-moi au passage vous faire remarquer une chose singulière. La cible privilégiée de l'Organisation Mondiale du Commerce est l'Union européenne qui est la seule qui pratique le libre-échange entre une diversité de pays. Le seul endroit au monde où une liberté des échanges entre plusieurs pays est assurée, est la cible privilégiée de l'Organisation Mondiale du Commerce.

Mais je voudrais aller plus loin. Parmi ces régions il y en aura au moins une, sinon deux ou trois qui seront dans un état de dénuement ou de sous-développement dramatiques où la faim sévit où les troubles se multiplient, c'est l'Afrique. On ne peut pas dire à l'Afrique « Constitue une région et débrouille-toi. ». Il faut que le monde se mobilise pour créer un fonds de développement africain, sur la base d'un contrat de dix ou vingt ans et sur la base d'une aide technique, pour que l'Afrique se mette en route et pour qu'ensuite elle se développe elle-même. Songez que l'Afrique comptera un milliard deux cent millions d'habitants dans vingt-cinq ans maintenant.



Mais entre ces régions devra exister un pacte ou, s'appliquant entre toutes ces régions, devra exister une règle du jeu. Pour l'instant, n'ayant pas poursuivi mes études au-delà, je pense au concept de gouvernance – je dis bien de gouvernance – ce mot qui n'est pas familier dans la langue française et non pas gouvernement – je dis donc gouvernance mondiale des échanges entre ces régions du monde.



Mais allant au-delà, je crois nécessaire, **je crois absolument nécessaire la création d'un Conseil de sécurité alimentaire et environnemental à l'échelle du monde.**

Nous ne pouvons pas laisser les choses aller de telle sorte que les conflits commerciaux, les malentendus politiques ou autres soient dans l'incapacité de venir à bout du désordre qui pourrait exister.

Voilà la vision que j'ai, au gré d'une expérience qui est vieille de quarante-cinq ans. Mais je vous ferai un aveu pour terminer. Pourquoi ai-je été nommé Ministre de l'Agriculture ? Pour avoir déclaré à la tribune du Sénat que je ne connaissais rien à l'agriculture et que je prenais la parole pour dire aux agriculteurs qui avaient tant plaidé pour l'agriculture, ce qu'un non agriculteur pouvait penser d'eux. Vous avez pu constater que ma pensée a évolué, elle continuera de le faire. Je vous remercie.

(Applaudissement de la salle)





Jacques Caplat

Merci M. le Ministre. Voilà beaucoup d'éléments qui nous font prendre de la hauteur. Ce que je retiens dans l'articulation globale des interventions, c'est que l'on ne peut parler d'agriculture et de politique agricole sans prendre en compte l'ensemble du contexte mondial et humain. Vous avez parlé de la tendance à manger de plus en plus de viande, les problèmes des carburants et de l'économie des transports, des problèmes de l'emploi.

Il était important que l'on ait cette introduction, car il est difficile de parler d'un sujet sans aborder la manière dont il se met en place.

On va maintenant faire un zoom sans doute un peu plus européen et complémentaire avec Guy Paillotin. Pour le présenter sommairement à ceux d'entre vous qui ne le connaissent pas encore, il a été notamment président de l'INRA et membre de son Comité d'éthique et de précaution. Il a été président de l'Agence française de sécurité de l'environnement. Il est Secrétaire perpétuel de l'Académie d'agriculture.

A côté de nombreuses autres publications, Monsieur Guy Paillotin a été l'auteur d'un rapport sur la réduction des pesticides qui a fait pas mal de bruit dans le monde agricole et que beaucoup de gens appellent d'ailleurs le rapport Paillotin.

C'est donc quelqu'un qui a travaillé très longtemps dans l'agriculture.



Guy Paillotin

Merci pour cette introduction, j'ajouterai comme fonction me concernant – car j'en vois ici plusieurs membres – le Groupe opérationnel Ecophyto 2018, qui a fait parler de lui à l'issue du Grenelle de l'environnement.

Il est de coutume de dire qu'il est difficile de parler après Edgard Pisani. Mais en réalité je n'ai aucune difficulté à le faire car bien des choses que je vais vous dire, c'est lui qui me les a apprises. Donc il pourra vérifier si j'ai retenu ses leçons et apprécier ce que j'en ai retenu. Edgard Pisani m'a invité à participer au Groupe de Seillac. Finalement, j'ai été jeune scientifique – pas mauvais d'ailleurs – et j'ai découvert l'histoire de l'agriculture avec essentiellement son témoignage et celui de Michel Debatisse. Et c'est l'occasion de lui dire ce soir que cela a été un éclairage constant durant les huit ans de mon mandat à l'INRA.

(S'adressant à Edgard Pisani)

« Tu dis *Mea culpa*, c'est ça ? »

(Sourires partagés entre MM. Pisani et Paillotin).

Alors le point essentiel que vous a dit Edgard Pisani – à la limite c'est la dernière anecdote puisque le thème essentiel c'est « Réconcilier agriculture et société » – je vais vous le dire brutalement : **l'agriculture pourra se réconcilier avec la société si elle veut bien cesser de ne parler que d'elle et commencer à se préoccuper des autres.** L'un des gros problèmes avec la Politique agricole commune, c'est qu'au bout de dix minutes on



entend parler de l'intérêt des agriculteurs et plus la crise va augmenter, plus ce sera insupportable.

Or que m'a appris Edgard Pisani ? C'est que la Politique agricole commune était d'abord une politique, ensuite une politique européenne et enfin une politique régionale et agricole.

Nous avons tenu à l'Académie une séance sur le cinquantième anniversaire du Traité de Rome. On doit être la seule institution académique à avoir célébré cet anniversaire. Célébrer les anniversaires, ce n'est pas mon genre, mais le Traité de Rome pouvait valoir le coup. Bien sûr nous avons aussi été jusqu'à la Politique agricole commune. A la fin un certain nombre d'« anciens » sont venus me voir, c'était plutôt des gens qui avaient servi le syndicalisme agricole, et m'ont dit combien la place laissée au syndicalisme agricole était réduite alors que selon eux, elle avait été essentielle. Quelqu'un a alors rédigé une petite note pour qu'on l'envoie au CNJA afin que les jeunes connaissent mieux l'histoire. Je leur ai répondu alors que leur vue de histoire est complètement fautive s'ils connaissaient vraiment l'opinion profonde du Général de Gaulle sur l'agriculture.

Il faut remettre tout cela en perspective.

Première perspective : on ne peut pas ne pas avoir une perspective mondiale. Là-dessus Edgard Pisani qui porte un regard très expérimenté vous l'a rappelé. C'est cela qu'il faut absolument avoir en tête. Et un regard mondial qui ne touche pas qu'à l'agriculture, mais aussi à l'alimentation, à l'emploi, aux grands équilibres mondiaux, de manière qu'on puisse avoir une parole de la France qui ne peut passer que par l'Europe. Et il est inutile de rappeler qu'actuellement notre parole de ce point de vue là est inaudible.

Peut-être d'ailleurs doit-on aller rechercher les causes dans une difficulté à liquider notre passé colonial, parce que ne croyons pas que nous ayons une parole à émettre dans le monde en dehors de notre ex-empire. Ce n'est pas une expérience tout à fait positive. Faisons attention lorsque l'on critique le libéralisme à se souvenir que d'autres options peuvent être critiquées.

Sur le plan mondial nous avons quand même appris deux choses. Je ne suis pas économiste, je suis physicien d'origine. Je ne suis pas idéologue, je regarde les faits. Il y a deux points qui sont quand même tristement intéressants.

Le premier c'est que le nombre de personnes qui meurent de faim augmente. Il a eu tendance à diminuer, à aller en dessous des huit cent millions. Or il augmente à nouveau.

Or on nous avait dit, et je n'avais pas *a priori* à récuser cette idée, que le libre-échange des marchandises ferait que ce nombre diminuerait. Donc ce n'est pas vrai. Pourquoi ? Parce que on n'avait pas non plus prévenu ceux qui feraient confiance aux avantages économiques à acheter des denrées moins chères que celles qui produiraient chez eux qu'ils pourraient avoir des difficultés le jour où il y aurait de la spéculation ou une sécheresse transitoire. D'ailleurs j'ai même lu que le libéralisme éliminerait même l'effet des sécheresses. Donc on constate que les choses ne sont pas aussi simples que cela.

J'ajouterai un autre point très intéressant. Intéressant, lorsque l'on regarde la misère du monde c'est un mot qui peut faire sursauter, mais c'est un regard de physicien. Pour beaucoup d'experts, notamment maintenant à la FAO, ce qui est préoccupant c'est les 2,5 milliards qui souffrent de grave malnutrition. Parce que le développement des enfants qui



souffrent d'un certain nombre de carences est très perturbé, y compris sur le plan mental. Et à des échelles, très très grandes – 2,5 milliards ce n'est pas un petit nombre – sur certains continents, il y a des régions croissantes où il y a la double peine : des mères obèses et des enfants en grande difficultés.

Or cela met en cause une autre idée : qu'une alimentation homogénéisée, distribuée encore par la liberté du marché, serait adaptée à tout le monde et qu'elle produirait ses effets du mieux qu'il soit. J'ai même entendu des gens, puisque j'ai fait partie du Comité d'éthique de l'INRA, dire froidement sans être troublés, non pas au sein du Comité mais en marge de l'une de ses réunions, qu'il y avait un certain nombre de peuples qui étaient « mal adaptés génétiquement à l'alimentation moderne ». Cela pose question !

Ce qui est très intéressant c'est qu'à la limite, les considérations nutritionnelles quasiment scientifiques, si on renverse la proposition, vont fortement dans le sens d'une alimentation variée, adaptée, fondée sur une autonomie alimentaire ; qui ne soit pas qu'un rêve affectif entre nous, ici au Sénat, pour faire plaisir au Sénateur Muller, mais qu'elle soit une condition évidente du développement de l'humanité.

Bien, Edgard ayant dit à ce sujet des choses d'une grande ampleur, je vais m'arrêter là pour arriver, puisque c'est aussi le souci du Sénateur Muller, à parler de politique agricole commune.

Nous travaillons pas mal à l'Académie sur ce genre de questions. Je rencontre un groupe d'économistes qui y travaillent pour leur rappeler le bon sens. Les économistes ruraux n'ont pas énormément de bon sens, ni les économistes en général d'ailleurs. On le sait tous quand même maintenant.

Que se passe-t-il dans ces groupes de travail ? C'est que très rapidement on parle des avantages des agriculteurs français. Or, que je sache, on se préoccupe d'une politique *européenne*. Il est bien rare d'entendre des gens en France se préoccuper des Roumains, des Polonais. Alors ce n'est pas la peine de parler de politique européenne et ce n'est pas la peine d'espérer si on a des idées claires que les autres européens les épouseront si on n'est pas capable d'écouter les intérêts des autres.

Là-dessus ce qui n'est pas clair non plus c'est la position de la Commission, disons de ceux qui réfléchissent sur le plan économique à l'évolution de la Politique agricole commune. Ce n'est pas clair parce qu'ils ont des objectifs contradictoires. Nous avons eu un économiste brillant, libéral – ne croyez pas que je ne sois insensible au discours libéral qui a parfois des côtés séduisants – il présentait les avantages compétitifs de l'Europe, il les mettait en avant. Il était assez optimiste sur un certain nombre de faits, certes pas sur les protéagineux, mais sur d'autres produits. Et il se préoccupait constamment d'améliorer ces avantages. A la fin de cet exposé je suis allé le voir et je lui ai demandé : « Monsieur, est-ce que vous pensez pas que le mieux est de supprimer la Politique Agricole Commune ? » Alors il a tressailli, cette question venant d'un Français, il s'est demandé ce qu'il se passait,



il s'est cru brutalement en Grande-Bretagne, ou mieux, en Nouvelle-Zélande. Il m'a alors dit dans un souffle : « Mais si on la supprimait maintenant on ne pourrait pas faire les réformes nécessaire de structure. » Donc son idée est d'assurer la compétitivité de l'agriculture européenne et pour cela d'augmenter la taille des exploitations. D'ailleurs tout est fait pour ça ; si on donne des aides à l'hectare et un certain nombre d'autres choses, c'est bien pour augmenter la taille des exploitations. Politique qui est poursuivie dans de nombreux pays.

Simplement, quelque part, il rentre certainement en débat avec des collègues qui doivent penser qu'à généraliser ce schéma à travers l'Europe on rencontrera des problèmes d'emploi dans l'Europe de l'est.

Edgard Pisani dit « C'est une source d'emplois, l'agriculture » C'est peut-être plutôt un *refuge d'emplois*. En tout cas si demain on entre dans une situation de compétition internationale, en Roumanie, en Pologne nous aurons des situations dramatiques. Alors on aurait fait entrer politiquement ces pays-là dans l'Europe, pour des raisons qui ne sont pas agricoles, mais qui sont d'équilibre, comme la paix en Europe. Et au nom d'une compétition sur un point économique, certes majeur mais pas fatalement central, pour l'Europe, on les conduirait au désespoir. Il faut une certaine cohérence dans tout cela. Elle n'y est pas dans la politique européenne commune. Parce qu'on ne peut pas dire qu'elle n'émerge pas dans la confusion, parce que certains veulent ceci, d'autres cela et bien sûr ils se réunissent en grand nombre autour d'une table pour arriver à des conclusions incompréhensibles pour tout un chacun. A la limite je préférerais qu'on dise aux gens « On est là pour être compétitifs, au revoir à ceux qui ne le sont pas. Et pour eux on fera un plan social ou tout autre chose. » Non, on a un peu les deux perspectives « à la fois » et on pousse en fait les gens vers un mur sans qu'ils le sachent. Cela fait déjà un certain temps que les choses sont ainsi.

Pas de politique d'alimentation également, ce qui est un peu faux, car dans les projets de la future PAC il commence à y avoir un début de politique d'alimentation ; ce dont je me réjouis car c'est l'une des voies. **On critique les Etats-Unis mais ils ont une politique de l'alimentation. On peut certes la critiquer, mais il n'y en n'a pas en Europe.** Donc, si on veut « Réconcilier agriculture et société », il faut absolument passer par une politique de l'alimentation.

Je crois que c'est le moment de parler de la Suisse puisque Jacques Muller l'a évoquée. Nous avons eu une séance entière à l'Académie d'agriculture sur l'agriculture suisse. C'est très intéressant à suivre comme laboratoire. Mais enfin il faut aller jusqu'au bout. L'essentiel des aides est attribué sur le deuxième pilier, qu'est-ce que cela veut-il dire ? Ce ne sont pas des aides compensatrices du marché, puisqu'ils n'ont jamais été dans le marché européen et qu'ils ont rayé d'un trait leur compétitivité. Un trait total puisqu'ils ont totalement ouvert en toute liberté leurs frontières aux produits alimentaires.

Pour deux raisons : 1) parce que c'est moins cher, le consommateur sera plus à l'aise ; 2) Ils veulent maintenir leur liberté de commerce sur tous les biens bancaires et face à cela l'agriculture passe au second plan.

Ainsi les grandes surfaces suisses s'approvisionnent sur le marché mondial et on donne en échange sur des schémas administrés et pour des raisons environnementales des aides aux agriculteurs.



Croyez-vous que ce soit exactement ce qu'il soit souhaité dans notre pays ? Et si cela l'était, croyez-vous que les contribuables espèreraient donner trois *pennies* pour un tel projet ? Il faut à un moment donné tout tenir en main.

Chaque fois que j'ai des économistes ruraux à l'Académie qui parlent du nombre d'agriculteurs, ils jugent le nombre d'agriculteurs infiniment extensible. Et lorsque je leur demande qui paye, c'est une question à laquelle ils ne répondent pas. Or dans la réforme de la Politique agricole commune cela sera au premier rang. Et dans la partie de crise que nous allons traverser les résultats ne seront pas évidents. On devrait un peu anticiper sur des scénarios. Car je ne dis pas que le scénario « de ne pas donner pas des sous » soit le meilleur. Mais en tout cas si on ne donne pas de sous c'est le scénario totalement libéral qui l'emportera.

Il y a donc une réflexion globale sur la Politique Agricole à mener et je reconnais qu'elle n'est pas menée parce que le tout se fait dans la confusion.

Et c'est donc comment avoir à propos de la politique un projet politique et social d'ensemble pour l'équilibre européen ? Qu'est-ce qu'on fait, on laisse les Roumains, lorsqu'ils seront complètement dans l'Europe, quitter leurs campagnes et venir se balader sur nos routes ? Puis ensuite on les renvoie à la frontière ? Mais comme il n'y a pas de frontière, ils reviennent le lendemain... Je ne pense pas que les français se préoccupent de ça. Donc ils ne se préoccupent pas de l'Europe. Donc peut-être que le mieux c'est de « renationaliser ». Donc peut-être que le mieux c'est que les étrangers ne paient pas pour notre agriculture. **Donc le mieux c'est que l'agriculture se rende compte qu'il y aussi des prix, puisqu'on produit deux fois plus et que les Français ne mangeront pas deux fois plus.**

C'est pour dire, toutes ces argumentations qu'on entend, comme ça un peu dans l'air du temps et qui ne sont jamais mises bout à bout pour essayer d'arriver à une cohérence. Si on n'arrive pas à une cohérence parce que ce n'est pas un problème de technique, mais bien un problème de choix politique et social. Je crois que là-dessus Edgard Pisani doit se dire « Il a quand même appris deux, trois petites choses, le jeune ! »

Il y a l'autre niveau c'est le niveau local. Alors là je m'étais placé dans l'idée de « Réconcilier agriculture et société ». A chaque fois que je me balade dans les campagnes – et en plus je vis la moitié de mon temps dans une campagne qui est près de Saintes – j'ai le sentiment très fort que la première difficulté rencontrée par les agriculteurs c'est dans le monde rural. Il n'est jamais bon d'être en situation difficile dans le monde qui vous entoure.

Là est la première priorité. Dans ma campagne près de Saintes les agriculteurs ne sont pas bien vus. D'abord, ils gagnent plus que les autres, ensuite ils ne chassent plus, ils détruisent les chemins, on ne les voit plus s'occuper des communes. Les visites touristiques et culturelles ont été totalement reprises par des gens qui sont venus à la campagne depuis peu. D'ailleurs il y a tout une politique d'aménagement du territoire qui va dans ce sens puisqu'on a donné de subventions aux petites villes pour accueillir des populations qui étaient dans les barres de HLM des villes un



peu plus grandes. Et puis si elles ne le font pas elles sont pénalisées. On voit ainsi arriver un afflux de populations.

Donc lorsque le monde agricole dit « nous apportons au monde rural », cette affirmation doit être revisitée. Dans le Gers oui, en Charente-Maritime, non. Et puis dans d'autres régions c'est encore non. Il y a tout un effort de relocalisation citoyenne de l'agriculture qui doit être fait.

Dans les dernières minutes je vais aborder la science. Dans ce genre de colloque, à la fin le scientifique dit « dormez bien braves gens, la science va tout régler ». Et dans les colloques sur les pays en voie de développement, il y a toujours un chercheur, en général australien, qui dit « dormez bien braves gens, grâce aux organismes génétiquement modifiés tout sera réglé ». C'est pour cela d'ailleurs que j'ai été un peu agacé par les organismes génétiquement modifiés.

Les problèmes agronomiques sont nombreux. Sur l'augmentation des rendements nécessaires dans beaucoup de pays, la première chose à faire c'est de réellement regarder les sols disponibles ; de se mobiliser pour cesser de dire qu'on ne peut en tirer, de voir qu'il y a des rendements qui varient d'un facteur de 10 quintaux/hectares à 60 chez nous, un facteur 6 à 7. Qu'il y a là à tirer des choses à condition bien sûr qu'on ne vienne pas en tirer trop d'énergie par la biomasse. Donc il y a un gros effort à faire, adapté à des climats difficiles, adapté surtout à des pays qui n'ont pas de recherche localement. Il y a ici un effort international à réaliser, car il n'y a pas de profit à tirer de cette affaire là. Malheureusement notre recherche agronomique – que j'ai présidée d'ailleurs – sur le tropical, est restée fortement coloniale plus que vivrière.

Sur nos pays plus développés dont on a tiré le maximum (67 quintaux/hectare de blé en France), il est vrai que l'on constate – M. Muller étant agronome suit ces événements – un tassement des rendements et il faut revenir à une approche plus globale de l'agronomie. Une grosse difficulté : ce n'est pas ce qu'on a fait depuis des années. Tant sur le plan de la science que sur tous les plans : tant celui de l'industrialisation, que celui de l'homologation des produits, où on cherche à avoir des précisions sur l'efficacité d'un produit donné et pas d'un système. Et que le passage vers une autre façon de voir exige une véritable transition intellectuelle parce la tendance est aussi de dire « On revient à l'agronomie de Papa ». Et bien non. Revenir à l'agronomie de Papa ne donnera rien. J'entends même parfois des gens dire aux pays en voie de développement « Contentez-vous de l'agronomie de Grand-papa ». Je trouve cela d'une horrible cruauté.

Donc ce dont nous avons besoin c'est d'une agronomie moderne tout en étant globale ; qui tienne compte de tous les progrès de la biologie, mais au lieu que ces progrès de la biologie soient encore focalisés sur la mise au point d'un produit donné, ils doivent permettre de bien tirer tous les atouts d'une plante dans une situation fluctuante. C'est une agronomie à créer. J'étais très pessimiste à ce sujet il y a encore deux à trois semaines. Puis j'ai rencontré deux, trois chercheurs, brillants et qui vont dans le bon sens. A partir du moment où il y en a deux ou trois on peut espérer que cela percole et qu'au niveau international on puisse trouver des solutions. Non pas des solutions toutes faites pour régler les problèmes en dépit des gens, car on voit bien que ces solutions modernes et globales s'appuient sur un savoir-faire des agriculteurs eux-mêmes. Ce qui pose incidemment la question fondamentale de la formation et de développement. Mais je clos ici mon intervention.

(Applaudissement de la salle)





Jacques Caplat

Merci. Là encore beaucoup d'éléments. Je retiens notamment une remarque qui concerne la démarche politique et syndicale, et qui est de penser à tous les agriculteurs européens lorsque l'on parle de la PAC et pas seulement aux agriculteurs français qui sont près de chez nous. Les différents camps qui travaillent sur le sujet n'ont pas toujours cette dimension en tête...

J'ai aussi noté votre remarque sur la PAC qui est une sorte de mille-feuilles avec des objectifs différents qui sont non concordants, en tout cas pas accordés.

Je pense aussi à cette remarque finale qui porte sur l'ensemble de la réflexion que nous devons avoir sur l'évaluation à l'échelle des systèmes et non seulement à celle des produits. C'est là aussi une assez grande révolution à mener en terme de méthode.

Justement ces autres approches pour une autre politique agricole, le Réseau PAC 2013 est entrain de la creuser. Geneviève Savigny est élèveuse en volailles fermières dans les Alpes de Haute Provence et membre du Comité national de la Confédération paysanne. Elle est ici au titre du Réseau inter-associatif PAC 2013, qui regroupe de nombreux acteurs du monde paysan et environnemental, et qu'elle présentera mieux que moi.



Geneviève Savigny

Bonjour, je suis ici au titre du réseau « PAC 2013 », réseau qui regroupe une trentaine d'organisations diverses. D'organisations paysannes comme la Confédération paysanne, mais aussi la FNAB, le Réseau Agriculture Durable. Ce réseau regroupe aussi des organisations de solidarité nord-sud comme le CCFD et Peuple solidaire, qui se sont rendues compte depuis longtemps de l'influence de la Politique agricole commune sur les pays du Sud. Il y a également des organisations environnementalistes comme les Amis de la Terre.

Ce groupe PAC 2013 fait suite à des rassemblements antérieurs, auparavant nous avons déjà rassemblé via « l'Alliance Paysans-Écologistes-Consommateurs », avant les années 90. C'était un ensemble de paysans, d'écologistes et de consommateurs, dans la perspective de la réforme de la PAC de 1992. Ensuite cela s'est mué en Plateforme pour la souveraineté alimentaire, qui s'est ensuite appelé RAADIS (Réseau pour une Agriculture et une Alimentation Durables Inventives et Solidaires) qui s'est arrêtée après la réforme de 2003 qui nous a laissés quelque peu « sonnés ». Et puis avec le Grenelle de l'environnement, des gens ont saisi l'opportunité de se rencontrer durant les réunions avec le ministère et cela a permis d'enrichir un réseau qui était devenu – avouons-le – un petit peu dormant, et de le renouveler à l'occasion de l'annonce du bilan de santé, donc à l'automne 2007.



Le Réseau PAC 2013 s'est donc réellement mis en route à cette date. Cela représente le point de vue d'une partie de la société civile. C'est différents acteurs qui se rencontrent avant tout pour échanger et comprendre et puis pour agir.

Les actions menées sont essentiellement des actions d'information et de lobbying. Afin de se faire entendre auprès du ministère et dans tout autre groupe de travail où le Réseau peut être invité en tant que tel. Mais cela n'empêche pas que chaque organisation travaille indépendamment. L'important est avant tout d'avoir un travail de plate-forme et de pouvoir mieux se comprendre les uns et les autres et de mettre en œuvre des passerelles entre le monde paysan, celui des environnementalistes, des organisations de solidarité nord-sud ainsi que le monde des organisations qui s'occupent du développement du territoire du type la FNCIVAM et le CELAVAR.

Pour nous il s'agit dès le départ de considérer le Bilan de santé de la PAC dans le contexte plus vaste de l'après 2013. Est-ce que cela va dans le sens d'une PAC plus légitime, donc plus durable ? Et c'est aussi à considérer dans le cadre de la suite des différentes réformes, puisque depuis 60, 92, 99, 2000, 2003 on a une succession de réformes de la politique agricole qui nous ont paru chaque fois contestables. On a fait des campagnes intitulées « Pour une autre PAC », « Stop à la PAC folle » et cette année le réseau PAC 2013 a mis en route un site web « Pour une autre PAC ». Nous sommes dans une dynamique très claire pour que les choses changent.

Pourquoi voulons-nous que les choses changent ? **Ce que nous reprochons globalement à la politique agricole, c'est d'avoir favorisé une agriculture nuisible à l'environnement**, avec toutes les nuances que l'on peut faire, d'avoir des effets négatifs sur les pays du Sud, d'être porteuse de fortes injustices en interne et de ne pas soutenir l'emploi. Cela s'avère être un euphémisme puisque la Politique agricole a permis le déménagement des campagnes. Nous reprochons également à cette politique de soutenir peu ou mal les systèmes vertueux qui essaient de se mettre en place, que ce soit les systèmes de transformation, de relocalisation, de vente directe, les systèmes « bio » ou toutes les formes d'agriculture durable ou les élevages à l'herbe qui, on le verra plus tard, viennent d'être un peu mieux traités, mais globalement ils n'étaient ni les heureux, ni les chanceux de la Politique agricole commune.



Pour nous, une bonne PAC est une PAC qui devrait répondre aux enjeux d'aujourd'hui, aux besoins de maintenant. C'est-à-dire permettre à tous l'accès à une alimentation saine et de qualité. Et lorsque nous parlons de qualité, nous visons aussi la qualité culturelle à savoir une alimentation qui soit variée, liée à l'histoire et aux territoires des uns et des autres en Europe.



C'est aussi une PAC qui permette la relocalisation de l'économie. C'est quelque chose qui est maintenant acté par tous mais dans les actes on a très peu de moyens qui permettent cette relocalisation.

Or pour nous, cette relocalisation est indispensable aussi pour répondre aux enjeux environnementaux : arrêter de déplacer les légumes sur des milliers de kilomètres ou de faire faire le tour de France à la poudre de lait ou au beurre. C'est aussi afin d'arrêter de surproduire et de créer du dumping sur les pays du sud en y déversant du surplus à bas prix qui détériore les marchés locaux. Et puis c'est également pour favoriser l'emploi. Pour nous une bonne politique doit respecter les territoires, en vue de contribuer à produire de l'emploi et donc à avoir des paysans nombreux qui avec leur famille, leurs enfants contribuent à une vie locale. Et bien entendu, cette politique doit contribuer à la protection de l'environnement en matière d'eau, de biodiversité, notamment par l'absence de pesticides.

Pour nous, dans la perspective post-2013, car c'est à cette date que nous nous projetons, la structure actuelle de la Politique agricole commune, avec ses deux piliers et ses aides à l'hectare, est sans doute dépassée.

Est-ce que la réforme issue du Bilan de santé va dans le bon sens ? Ce Bilan de santé a été prévu dans l'agenda européen pour continuer dans le sens de la réforme de 2003, en vue d'aller vers un peu plus de libéralisation, de simplification. Il était également prévu de revoir éventuellement le système des aides et – cela ayant été décidé un peu plus tard – de répondre à de nouveaux défis.

Penchons-nous rapidement sur ces points.

La libéralisation, oui, ça marche. Effectivement, dans le bilan de santé cela a été acté de réduire les stocks, enfin les systèmes d'intervention. Bien qu'il s'avère qu'ils aient été moins réduits que ce qui avait été initialement prévu par la Commission, puisqu'à un moment la Commission avait prévu la suppression de pratiquement tous les mécanismes de stockages publics. Ils ont été maintenus souvent avec des niveaux faibles, donc une diminution des capacités d'intervention, mais avec un certain maintien.

Nous nous dirigeons vers la disparition des quotas laitiers. C'est quelque chose qui a été redit. C'est un atterrissage en douceur. En fait, on va augmenter progressivement les quotas, avec toutefois deux clauses de revoyure, c'est-à-dire : des clauses de révision de cet abandon des quotas. C'est un enjeu très important car le marché du lait est en ce moment en grande difficulté, suite à une surproduction importante qui a elle-même fait suite à des variations de prix l'année dernière. L'abandon des quotas est évidemment un élément très négatif en ce qui concerne la possibilité de réguler les prix. La régulation des prix étant importante pour les producteurs comme pour les consommateurs.

En matière de simplification des aides, cela s'est plus fait dans le domaine de l'affichage que de la réalité. Je vais donc m'appesantir un peu plus sur la question du rééquilibrage des aides, cette question du mauvais équilibre des aides, c'est-à-dire une répartition dont on dit depuis toujours que 70% de aides vont à 20% des agriculteurs. Les chiffres varient parfois selon les sources. Mais ce qui est évident c'est que c'est ce déséquilibre dans la répartition des aides qui est une des raisons de la délégitimation des aides au sein de l'opinion publique et du monde agricole, bien évidemment.



Pour en venir sur la partie française du Bilan de santé, les aides telles qu'accordées actuellement, le sont sous forme de DPU (Droits à Paiement Unique). Elles sont données aux agriculteurs selon ce qu'ils touchaient de façon historique, c'est-à-dire ce qu'ils percevaient en 2000/2002, comme il a déjà été dit. Ces aides sont perçues indépendamment de la production pratiquée. Elles relèvent donc de la partie dite « découplée », non liée à la culture pratiquée.

Une certaine quantité était restée liée aux cultures : 25% pour les céréales. Pour certaines primes bovines, les aides sont totalement couplées. Pour d'autres c'était entre les deux. Une certaine partie des aides était encore liée à la production pratiquée.

Dans le Bilan de santé il était question d'accroître le niveau de découplage. Ce qui veut dire que tout cet argent qui était autrefois lié aux productions, s'est retrouvé remis en jeu, remis un peu en circulation. Cela représente à peu près 1,4 milliards d'euros, ce qui n'est pas négligeable face aux presque 9 milliards d'euros que représente l'argent distribué dans les soutiens aux agriculteurs.

Vous n'êtes pas sans savoir qu'une partie significative de cet argent, près de 800 millions, est allée en soutien à l'élevage, par création d'un « DPU herbager » qui est lié à des productions animales sur des herbages. Cela a permis à des éleveurs, très maltraités par la réforme de 1992, où ils s'étaient retrouvés les lésés de l'époque où on accordait des soutiens massifs aux céréaliers, de se retrouver avec un soutien mieux réparti sur l'élevage.



Il restait des choses à déterminer, dont encore 500 millions d'euros dont il était dit qu'ils allaient retourner aux productions céréalières dont ils étaient issus. C'est à ce sujet qu'on a pu assister à une sorte de jeu il y a une quinzaine de jours pour savoir comment on allait les redistribuer. Face au tollé dans le monde agricole, céréalier (essentiellement dans les régions les plus céréalières comme le bassin parisien) il a été décidé de les faire revenir d'où elles venaient. Avec un petit prélèvement au passage, ces sommes sont réparties vers leurs sources d'origine. En compensation l'Etat a mis en jeu 170 millions d'euros pour soutenir les zones intermédiaires, c'est-à-dire essentiellement les personnes qui ont des productions céréalières dans les zones moins favorisées, dites zones intermédiaires. Ce, de façon à

compenser ce qu'ils auront donné dans le « pot commun ».

Dernier « scoop » en date : alors qu'il était annoncé que ces 170 millions d'euros iraient en soutien des zones intermédiaires les moins chanceuses, les modalités d'attribution de ces aides semblent démontrer qu'elle vont être en fait redistribuées « toutes zones » comprises. Souvent le diable se cache dans les détails, alors que l'on a l'impression d'une réorientation, une analyse plus attentive permet de se rendre compte que cette réorientation est toute relative.

C'était pour le groupe PAC 2013 un point important que de voir qu'il y avait 125 millions d'euros attribués vers une agriculture plus vertueuse : comme l'agriculture biologique (50 millions d'euros) ; culture des protéagineux (40 millions d'euros), en vue de combler le fameux déficit en protéines ; les éleveurs ovins etc. Cependant, ces simples 125 millions



d'euros pour l'agriculture vertueuse ne sauraient masquer l'absence de réorientation massive et très importante des aides. Ce qui nous fait dire que globalement, il y a un début de réorientation. Il y a un signe. Mais néanmoins on est très loin d'aller vers une réorientation massive.

De plus, tout ce débat sur les DPU a masqué le « gros paquet » : tout ce qui est régulation des marchés. Cela a été très peu abordé, et comme le répète à l'envie Marianne Fischer-Boll, il n'est pas question de les remettre en jeu, de revenir sur tous les mécanismes d'ouverture des marchés et de libéralisations. Et si les membres de la Commission le pouvaient, ils remettraient en route de le Cycle de Doha et le termineraient au plus vite, avant que les pays aient de mauvaises idées de protectionnisme.

(Applaudissement de la salle)





Jacques Caplat

Merci, c'était un rôle relativement difficile d'aborder cet aspect plus technique après les interventions plus générales précédentes. C'est vrai qu'il est frappant de voir que la réorientation ne concerne que quelques centaines de millions d'euros pour un budget en France de 10 milliards d'euros. Cela amène à se poser la question de savoir si l'enjeu en vaut la peine après ce que l'on a pu entendre avant.

Pour en revenir à ce moment de notre table ronde sur les différentes interventions, il me semble qu'il y a entre vous tous une assez grande convergence sur la nécessité de redéfinir totalement la Politique Agricole Commune avec à la fois la dimension de l'urgence alimentaire et du contexte mondial et la nécessité, d'un point de vue plus pratique, de renouveler les objectifs d'une politique européenne. D'ailleurs à ce titre on peut également se demander si tous les travaux au niveau syndical, et qui sont absolument nécessaires, ne paraissent pas un peu dérisoires face aux enjeux abordés aujourd'hui. Mais même si les approches sont différentes du fait de la position depuis laquelle chaque intervenant se situe, je vois mal comment les syndicats et les associations ne pourraient pas s'impliquer dans les négociations sur les marges.

Avant de passer aux questions de la salle, je propose aux intervenants qui le souhaitent, quelques minutes de complément, de réaction ou d'opposition.

Guy Paillotin

Juste un bref commentaire. Il n'y a pas une seule question sur laquelle il ne puisse y avoir des opinions légitimement opposées. La première nécessité est donc de les mettre clairement sur le tapis et d'essayer de voir comment on peut trouver une position cohérente sur ce que l'on doit réformer.

A cet effet, j'évoquerai l'emploi. Il est clair que si l'on dit qu'il faut une aide pointée « Maintien de l'emploi et activités agricoles », cela pose d'entrée de jeu – je l'ai déjà dit à la Confédération paysanne – le statut de l'exploitation agricole. Car faut-il réserver les emplois aux enfants des agriculteurs avec tous les examens qu'il faut passer ou est-ce qu'il faut également soutenir tous ceux qui se réinstallent sur la terre ?

Je me retrouve tout à fait dans ce que disait Edgard Pisani. Il y avait des gens qui vivaient en France avec cinq, quatre hectares ou moins. Et il y a aujourd'hui des « RMIstes » qui refont ça. Et qui d'ailleurs de ce fait, font du jardinage, se recyclent et marquent ainsi un processus de démarginalisation, mais ils n'ont pour autant droit à aucune reconnaissance de type agricole. Or si un jour est dégagée la priorité selon laquelle les aides sont destinées à l'emploi, il y aura une pression pour demander pourquoi elles ne devraient bénéficier qu'à une seule catégorie de la population.

A chaque fois que l'on a une proposition, il faut tout de suite la remettre dans un contexte plus général et essayer de faire une cotte mal taillée. On voit bien que si l'on donnait toutes ces aides à des installations de ce type, peut-être que Madame vous seriez la première à protester en disant « Qu'il y a des gens qui vendent des volailles en dehors de tout contrôle et toute sécurité ». Donc à un moment donné il y aura un équilibre à trouver, mais personne n'y réfléchit vraiment.





Edgard Pisani

La question de la réforme qui est posée c'est de bas en haut ou de haut en bas ? Ma manière est de haut en bas. On définit ainsi les objectifs, une structure générale, on essaye de voir ensuite comment les éléments constitutifs trouvent leur place chacun à sa manière.

Je crois que cette approche de haut en bas est beaucoup plus féconde car si vous commencez par faire l'addition de tous les particularismes résultant de la nature des choses, vous lèverez les bras au ciel en disant que c'est impossible.

Ici on atteint un problème fondamental de toute la vie publique, de toute la rhétorique publique. Faut-il démarrer en politique des moyens ou de la fin ? Si vous commencez par les moyens, vous ne vous en sortez jamais. Si vous commencez par la fin en sachant bien ce qu'elle est et si vous posez les questions qui relèvent de ce cadre, vous finissez par trouver le moyen de faire que tous les éléments constitutifs se rejoignent dans une architecture.

Donc j'attire l'attention, à cause de mon expérience, sur le fait que partir du détail pour réformer, c'est se vouer à l'échec. Affirmer une finalité et des règles communes pour l'ensemble, et voir comment cela s'applique aux régions ainsi bien qu'aux produits – car la même règle ne sera pas valable pour l'Afrique ou pour l'Europe etc. – c'est fixer un objectif et voir comment on peut l'atteindre.

C'est un acte où la politique retrouve ses droits. La politique, non pas celle pour laquelle j'ai le plus grand mépris, mais celle que j'essaie de célébrer à ma manière, la politique qui est bien « la médiation entre contradictoires ». Si vous partez du bas, comme vous ne savez pas ce que vous voulez faire ensemble vous ne faites rien.

C'est presque une mise en cause solennelle. Il se trouve actuellement que je consacre beaucoup de mon temps sur les problèmes de l'éducation. Si vous partez du détail, vous vous enlisez, vous n'arrivez à rien. Si vous ne repensez totalement la finalité de l'éducation, et celle-ci étant définie à partir de l'analyse de l'état de la société, de l'état de la jeunesse, en redescendant des objectifs vers les moyens utilisés, vous avez une chance mince mais réelle. Je plaide en matière politique pour la méthode qui consiste à partir de la fin pour aller progressivement vers la diversité des moyens.



Jacques Muller

Par rapport aux interventions qui ont été faites, je suis heureux de voir que notre sujet s'élargit. Il est vrai que l'on était parti pour débattre du sujet « *réconcilier l'agriculture et la société* », en partant des problèmes français, ou en se situant dans un cadre européen. Monsieur le Ministre vous nous avez dit qu'une politique agricole européenne doit s'intégrer dans une dimension beaucoup plus large : l'alimentation des pays du sud, mais aussi le droit à la souveraineté alimentaire, je dirais comme nous le faisons en 1962. En 1962 nous avons mis au cœur des décisions l'autonomie de l'Europe. A l'époque le GATT existait mais...





Edgard Pisani

(Interrompant Jacques Muller)

Il ne faut pas qu'on s'y trompe. En 62 la politique agricole a été imposée au Programme par la France qui avait peur que l'Allemagne reconstruisant sa sidérurgie bombardée, ne redevienne un pays industriel surpuissant ; la France trouvant en l'agriculture la capacité de contrebalancer les capacités que l'Allemagne était en train de réacquérir.

Pour nous, la politique agricole était un moyen de rééquilibrer politiquement, dynamiquement, objectivement les relations entre l'Allemagne et la France. Car il y a bien une chose que le Chef de l'Etat ne supportait pas c'est d'imaginer que l'on construise l'Europe pour qu'elle soit prise en main par l'Allemagne.

Jacques Muller

J'entends parfaitement votre explication de l'histoire, Monsieur le Ministre. Il n'empêche, lorsque la politique européenne se met en place elle ne va pas dans le sens du GATT, puisqu'on ferme les frontières à l'importation, on met en place des prélèvements à l'importation, et on met en place un système de soutien des prix supérieurs au prix mondial. Autant de choses qui sont contraires au libéralisme économique dominant aujourd'hui.



Guy Paillotin

Mais pour cela il y avait des raisons politiques. Comment intégrer des pays coloniaux si on ne le faisait pas de leur agriculture ? Ce qu'explique Pisani est clair. L'agriculture était la seule façon d'avoir un territoire commun, sinon on aurait eu des moutons néo-zélandais. En plus le général de Gaulle mettait la décolonisation en plein centre de son projet. Il faut vous faire à l'idée que l'agriculture était un moyen dans la politique globale. Et il faut se faire à l'idée que le mieux c'est que cela le redevienne. C'est ce que vient de dire Edgard Pisani lorsqu'il dit que la fin vaut mieux que les moyens. Parce que si l'agriculture est un moyen et si on regarde les moyens de l'agriculture, de moyen en moyen on se réduit à ne plus savoir ce que l'on fait.

Et c'est peut-être très difficile. J'ai entendu Edgard Pisani dire tout à l'heure que ce n'était pas évident. Bien sûr. Si j'avais une idée précise, je ne manquerais pas de la donner ici. Je ne l'ai pas parce que la situation n'est pas simple et parce que c'est un peu le travail des politiques que d'y réfléchir.





Geneviève Savigny

Je désire ajouter quelques mots en compléments avant le débat.

Sur l'aspect européen du travail, PAC 2013 a cette préoccupation européenne puisque nous avons eu des séminaires avec des organisations similaires dans différentes régions d'Europe. Avec cependant, il faut le souligner, de grandes difficultés à être en contact avec des gens des pays de l'est qui sont assez peu structurés syndicalement ou même en matière d'organisation agricole. C'est toutefois un véritable enjeu que de les aider à se structurer parce que parmi eux, nombreux en ont envie et tous en ont besoin pour éviter de se faire laminer.

En matière de perspective autour de 2013, c'est justement dans cet esprit qu'il faut réfléchir à quoi d'abord on veut arriver pour construire des politiques parce que c'est maintenant que le débat post-2013 est en train de se discuter. Car le gouvernement l'a dit il veut avoir posé les jalons de la réforme de 2013 à l'automne. Le tout assorti d'une loi d'orientation interne.

Il y a donc beaucoup de choses qui se jouent maintenant, avant le débat budgétaire européen qui va commencer fin 2009, début 2010. Enormément de choses vont commencer à se bâtir et il est temps de faire des propositions assez radicales.



Jacques Muller

(S'adressant à Guy Paillotin)

Monsieur le Président, je me permets de rebondir sur une partie de votre exposé qui m'interpelle. Si la notion de compétitivité, donc de coût des produits agricoles, devient l'une des priorités de la politique agricole commune, c'est-à-dire être capables de produire au même prix que les néo-zélandais, les canadiens ou les américains, cet objectif est pour moi radicalement opposé à tout ce dont nous parlons cet après-midi. Autrement dit cette vision est opposée à la possibilité pour les peuples du sud de se nourrir, opposée à la possibilité de prendre sérieusement en compte l'environnement chez nous, opposée à la possibilité d'intégrer sérieusement l'emploi dans les priorités que nous fixons. Cela signifie qu'une politique agricole commune qui intègre vraiment les objectifs de ce 21^{ème} siècle, y compris ceux du sud, est une politique agricole qui aujourd'hui, comme en 1962 dans le contexte du GATT, ose entrer en conflit avec l'OMC. Si l'OMC définit les règles, le moule dans lequel nous devons construire notre nouvelle politique agricole commune, je ne vois pas comment nous pourrions mettre en place les outils pour répondre aux objectifs nouveaux, actuels.

La politique agricole commune à laquelle j'aspire est une politique d'une grande région du monde qui s'organise en interne parce qu'elle a des objectifs internes à atteindre, et des objectifs non contradictoires avec les pays du sud, puisqu'il faut s'agit de développer un système productif qui ne soit pas structurellement exportateur vers ces pays-là. Mais si on commence à parler de compétitivité, avec le Canada, la Nouvelle-Zélande, le Brésil et les Etats-Unis, nous n'avons plus qu'à arrêter, car on ne peut plus avoir une politique agricole commune digne de ce nom.



Guy Paillotin

Mais il y a une raison à cela qu'il faut avoir en tête. Tout d'abord, je suis très réservé à ce sujet. Mais il ne faut pas se boucher les yeux, cela fait près de seize à dix-sept ans que cela se fait pas à pas. Il ne faut tout de même pas croire que les Commissaires européens soient des débiles mentaux. Lorsque l'on aide à l'hectare c'est bien pour augmenter la taille des exploitations. Il y a quand même une certaine duplicité de l'agriculture française à ne pas le voir.

Il y a un autre aspect qui est important, je crois que le point décisif a été de mettre l'agriculture au même plan que les autres échanges commerciaux. Souvenez-vous de ce que j'ai dit de la Suisse, si elle libéralise, c'est parce que son intérêt économique est de vendre bien autre chose que des produits agricoles. Or le fond du problème est bien là. Une fois j'ai dit à des agriculteurs : « Il est fort possible que des personnes du chantier de l'Atlantique ne soient pas heureux que du fait que vous vouliez être isolés, ils ne puissent pas vendre leurs produits à l'étranger. » Ces agriculteurs m'ont alors répondu que de cela, ils n'en avaient rien à faire.

Il y a ici aussi un enjeu culturel. Car culturellement, il semble se répandre la conviction de beaucoup de gens que l'agriculture est une activité « rétro », non technique, qui n'est pas l'avenir de l'économie. Et il est extrêmement prégnant qu'il vaut mieux vendre des fusées – souvent largement subventionnées aussi – parce que cela relève de l'avenir. Vous pouvez être sûrs que la plupart des Commissaires européens pensent cela. En cela l'agriculture se défend mal.

De même qu'à un moment il se disait, « tout compte fait, laissons les produits agricoles aux produits de l'Est européen qui pourront ainsi y aller à fond. Cela sera moins coûteux. Et les pays de l'Ouest européen pour auront ainsi leur vendre des produits à plus forte valeur ajoutée. »

C'est un problème culturel. Je crois que le monde agricole curieusement le plus compétitif, garde un discours « rétro », de manière à garder un soutien des petits, parce qu'il faut bien les envoyer dans les manifestations. De plus, le monde agricole ne sait pas s'adapter à un discours de ville et défendre singulièrement leur bout de gras. D'autant plus qu'il y a bien des gens tout à fait déplaisants qui font des comptes et qui remettent en cause l'intérêt actuel de l'agriculture dans la balance commerciale.

Il y a donc tout un discours économique à reprendre en mains.

Jacques Caplat

On va donc reprendre des analyses et questions de gens qui sont des acteurs de la matière, puisque nous avons dans la salle des agriculteurs qui ont un avis de première main.

J'ai toutefois une question que j'ai envie de poser à la salle avant que vous ne posiez vos questions. Finalement est-ce que l'objectif annoncé de préparer 2013 dès maintenant n'est pas un moyen de rester dans la continuité de ce qui a été fait et ainsi de rajouter des feuilles au mille-feuilles ? Est-ce qu'il ne faudrait pas plutôt nettoyer le plat une fois pour toutes et éviter ce qui peut s'apparenter à un piège, en acceptant dès maintenant des règles de réforme de 2013 que chacun semble contester ?



Ceux qui sont dans la salle auront des éléments de réponse à ajouter et des questions à poser. Je propose donc que nous ayons plusieurs interventions dans la salle avant des salves de réponses des intervenants.

QUESTIONS DE L'AUDITOIRE

? Patrick Garnon

Je désirais évoquer un aspect qui m'a choqué dans le discours de Monsieur Paillotin qui disait qu'on ne pouvait pas parler d'agriculture en France sans qu'au bout de dix minutes l'intérêt des agriculteurs français arrive sur la table. Ceci n'est pas un hasard car je crois qu'en France il existe un mécanisme de rapport dans la détermination de la politique agricole qui n'est pas le même que celui qu'il y a dans d'autres pays européens. Les négociateurs de la politique agricole commune, le gouvernement et ses représentants dans les instances bruxelloises sont en rapport constant avec le syndicalisme agricole dominant, qui développe l'idéologie d'une agriculture unique représentant tout le monde, quelle que soit la réalité et qui exprime des intérêts particulièrement précis, région par région, production par production. On le voit non seulement sur les céréales en ce moment, mais dans bien d'autres domaines.

Le gouvernement qui est sensé travailler pour l'intérêt général en matière agricole en France, travaille pour un lobby extrêmement précis, réduit et qui sait où il va. Vous avez raison de dire que les agriculteurs se plaignent tout en mettant en avant les petits pour sauvegarder leurs intérêts. Mais on ne peut pas dire aujourd'hui que les positions de la France en matière de négociation de la PAC depuis dix ans ne soient pas le strict reflet des positions du lobby agricole dominant. Nous sommes dans un rapport de force précis, instrumentalisé, construit et permanent.

Donc à côté de la fin de la politique agricole, je pose la question des rapports de force et des moyens de les construire. Si la société, prise dans son ensemble n'est pas capable de s'exprimer sur les objectifs de cette politique, sur ses attentes, sur ses intérêts, il ne faut pas s'étonner que sa construction soit le fait de lobbies très partiels avec des intérêts très précis. Ce qui est le cas depuis quarante ans en France.

? André Bouchut, secrétaire national de la Confédération paysanne

Je suis paysan dans la Loire, sur une petite ferme, puisqu'elle fait 5 hectares et demi et on est quatre à y travailler. Je suis par ailleurs à temps perdu l'un des secrétaires nationaux de la Confédération paysanne.

Je ne vais pas revenir sur le sujet précédent car je risque de dire du mal des copains de la FNSEA alors que ce n'est pas l'objet de la journée.



Je vais toutefois avancer un ou deux éléments pour répondre à la question de Jacques sur la perspective par rapport à 2013. La première, pour continuer le propos de Geneviève, je crois que la réforme de la PAC est vraiment très ambivalente. Il y a une partie qui va dans le bon sens. Les aides à l'herbe, les (faibles) aides à la bio, les aides aux productions en difficultés comme la filière ovine, que l'on va peut-être essayer de sauver, au moins partiellement. Et puis il y a une autre partie de la réforme de la PAC, notamment lorsque le président Sarkozy a annoncé le versement de ces 170 millions d'euros. Ce qui est scandaleux car on redonne aux plus riches de l'argent dont ils n'avaient absolument pas besoin. Et c'est ceux-là qui se réclament libéraux et c'est ceux-là qui sont le plus subventionnés.

Je crois qu'il y a une partie du ministre Barnier qui va dans le sens de nos réflexions, et c'est la première partie de ce qu'il a fait. Et il y a une seconde partie où il est libéral et c'est cette partie qu'il a mis en œuvre. Etant ainsi au milieu du guet, il s'est fait rattrapé et il a reculé.

Ensuite, je repartirai des propos de M. Pisani sur le haut et le bas. Pour nous, paysans issus du milieu associatif, la force de la base c'est que l'on fasse avancer des idées. Il y a ici un certain nombre de copains qui sont dans les AMAP, qui représentent un exemple de mouvement parti du terrain et qui alimente désormais toute la réflexion sur la façon de consommer. Je crois qu'il est intéressant de laisser naître toute cette initiative, à condition d'en faire après une initiative globale. Je crois tout de même qu'il est très fort de faire naître toutes ces initiatives de terrain. C'est essentiel car les politiques, parfois, sont tellement pris dans leur jeu qu'ils n'y arrivent pas.

Pour poursuivre dans ce sens là, je crois que la question de fond : demain y aura-t-il toujours une politique agricole, ou fera-t-on comme actuellement, une simple redistribution d'argent ? C'est là l'enjeu de 201 : on se contente de redistribuer de l'argent ou on fait une vraie politique agricole ? La question de la fin arrive maintenant avec force.

Nous avons donc deux propositions.

Jusqu'à présent on subventionnait l'agriculture. Peut-être faudrait-il moins la subventionner et faire comme d'autres domaines de production. Quand vous voulez une maison et que vous n'avez pas suffisamment de revenus, on vous donne des allocations logements. Quand vous voulez partir en vacances et que vous n'en avez pas les moyens, on vous donne des bons-vacances. En alimentation, lorsque vous n'avez pas suffisamment de moyens, on vous laisse acheter des choses pas chères dans les Ed et compagnie. Peut-être devrait-on agir différemment à l'instar de beaucoup de pays comme les Etats-Unis où l'on vous donne des bons d'alimentation. C'est une piste à creuser.

La deuxième piste à suivre est autour de toute la question du libéralisme que l'on combat très fortement. Pour nous la question est de savoir si on arrivera enfin à sortir l'OMC de l'agriculture ? Puisque c'est elle qui y est entrée par hasard. Et ainsi arrêter ce libéralisme dévastateur en agriculture.

Jacques Caplat

Monsieur le Ministre vous désirez répondre avant la poursuite du reste des questions.





Edgard Pisani

Il n'y a pas de subvention de l'agriculture, il y a un pacte. Le pays a dit à l'agriculture ce qu'il attendait d'elle. Elle lui a dit à quelle condition il pouvait répondre. C'est le prix de la réponse. Qu'on négocie le montant ? Peut-être, mais il n'y a pas de subvention ; il y a le paiement d'un service rendu. Si l'on conçoit l'aide à l'agriculture autrement que comme cela, on est perdu car on maintiendrait la subvention en dehors des variations de courbes qui peuvent se produire. Donc, il n'y a pas de subvention, il y a le paiement d'un service que l'Etat-nation a commandé.



Raoul Leturcq, Fédération Nationale d'Agriculture Biologique (FNAB)

Merci. Je suis agriculteur en Picardie. Pour le dire simplement, en Picardie on est bien dans un endroit où on voit les dégâts de la Politique agricole commune et où il y a des zones de résistance les plus puissantes, puisque on a un département qui est le constituant de la FNSEA. En tant que membre d'un Comité de bassin de l'agence de l'eau de Seine Normandie, je peux témoigner qu'on a construit depuis quarante ans un modèle de cogestion entre l'Etat qui a acheté la paix avec le monde agricole, notamment via les chambres d'agriculture. C'est une situation qui sclérose l'avenir. Si on veut en sortir, il faut que la société civile s'implique complètement et puisse prendre en main son destin et, je dirai, quasiment imposer au monde politique d'avoir le courage de violer le monde agricole.

Car si l'on reste sous cet angle de pression, avec l'ensemble des lobbies qui sont derrière, nous ne sortirons pas de la problématique dans laquelle nous sommes. Il faut donc avoir du courage politique. Il faut avoir une ligne de conduite ferme. La société civile a des idées. Il y a de multiples initiatives qui se mettent en place. Nous avons des réponses à apporter, moyennant le fait qu'on est un cap, qu'on veuille le garder et que l'on fasse en sorte que l'on ait du recul sur notre passé. Je ne peux qu'encourager à lire les livres de Jean Ziegler « *L'empire de la honte* » et « *La haine de l'Occident* », cela nous fait du bien.



Laurent Harnéaux

Bonjour. J'ai beaucoup apprécié les diverses interventions et surtout de celle d'Edgard Pisani. Dont je me sens proche, au moins dans une optique, celle de l'évolution de pensées. En effet je suis ingénieur. J'ai commencé mes études pour faire des avions. Suite à une demande de projet, je suis arrivé à travailler sur les questions énergétiques. Et là j'ai vu que quelque chose n'allait pas. Cela m'a amené à une réflexion globale via les agrocarburants, notamment. Au cours de mes différentes études. Ce qui me fait poser cette question : comment réfléchit-on la PAC avec le connexe ? L'énergétique par exemple.



Jacques Caplat

Je me permets de rajouter un élément à votre question. Vous évoquez la question de l'énergie, on peut l'élargir aux usages non alimentaires de l'agriculture.

? Martine Masson-Chrétien

Bien que je sois parisienne j'ai un fils qui est agriculteur et depuis quinze ans j'ai suivi ses pérégrinations. Il faut faire remarquer que pour un jeune, même qualifié, il est extrêmement difficile d'être agriculteur car le prix des terres est extrêmement élevé du fait de la spéculation foncière.

En ce qui me concerne, cela me paraît absolument nécessaire que l'on parle des agricultures. En faisant la distinction entre les gros agriculteurs qui ont des gros moyens. Mais c'est surtout les petits agriculteurs. Il n'y a plus d'infrastructures dans nos campagnes. En ce qui concerne la politique agricole commune je déplore l'absence d'instrument de mesure correct.

Jacques Caplat

On va laisser les intervenants apporter quelques éléments de réponse avant de reprendre une autre série de questions.



Geneviève Savigny

Alors comment va se décider la future PAC ?

En général c'est la Commission qui a l'initiative de la rédaction, ensuite le Parlement procède aux amendements. Ensuite les Etats membres vont apporter leur contribution. D'où l'idée d'agir le plus largement en amont de ce qui va se passer afin d'avoir une influence sur le futur Parlement européen qui va bientôt être élu et qu'il soit composé de gens qui portent nos convictions. Il faut espérer et se battre pour.

En réfléchissant, je me disais que l'on pouvait lancer un Grenelle de l'alimentation. Il serait lié à l'agriculture avec plus de parties prenantes réellement concernées. Et ce de façon à ce que l'alimentation s'invite dans l'agriculture.



Guy Paillotin

Il y a un peu d'ambiguïté entre les questions d'énergie et de PAC. Il faut savoir que bien entendu les bio-carburants sont intégrés quelque part dans la PAC. Mais il n'y a pas une réelle politique européenne de l'énergie. Pour des raisons diverses et variées tenant aux décisions des différents pays dans leur façon d'assurer leur approvisionnement en énergie.

Sur le fait de parler des agriculteurs. Une anecdote. J'ai écrit un livre que je voulais grand public que j'ai présenté dans des lieux divers et variés, dont des campings d'EDF. Je me souviens d'y avoir dormi là-bas, il y avait un karaoké à deux pas et ce n'était pas très agréable.

Chaque fois je suivais le plan de mon de mon livre qui parle de l'agriculture pour arriver aux problèmes des consommateurs et de politique générale. Je sentais durant ces présentations un enthousiasme limité, j'en étais d'ailleurs fort contrarié.

Je fais une conférence dans l'île d'Oléron. Mon épouse ayant une maison près de Saintes m'a accompagné. Ayant un langage direct, elle m'a alors dit « Lorsque tu parles d'agriculture, qu'est-ce que tu peux ennuyer tout le monde. Personne n'en n'a rien à faire. Aucun d'eux n'est agriculteur. Parle-leur d'eux, de leur consommation, de leurs problèmes et *ensuite* parle leur agriculture ». Ce que j'ai fait et cela débloque immédiatement la conversation. Parce que les gens voient que l'on s'intéresse à eux. Et dans un deuxième temps ils acceptent de s'intéresser aux autres. Or ce n'est pas de la faute du monde agricole de se retrouver isolé du fait de l'ancienne formule de la PAC qui les coupait un peu du marché et de toutes demandes. Beaucoup qui avant étaient des responsables politiques ne se rendent pas toujours compte de la situation qui est la leur, et de celle des autres.

Il n'y a pas très longtemps un agriculteur me dit que la région Centre refuse de lui renouveler l'octroi de subventions, alors qu'il faisait des journées découvertes pour les enfants. « Ils m'ont avancé que leur priorité c'est l'emploi » et qu'ils ont peu d'intérêt pour mon activité s'il n'y a pas d'action sociale. Je lui ai alors rétorqué qu'il n'avait qu'à suivre la demande sociale et lui ai alors donné quelques exemples concrets. Il faut donc de temps en temps répondre aux demandes des gens pour que l'on s'intéresse à vous.

Jacques Muller

Je serai bref par rapport aux différentes interventions précédentes : plusieurs ont mis en exergue le fonctionnement d'un certain lobby. Je peux dire ici que le fameux lobby fonctionne à 100% au cœur du Sénat. Il a ainsi été extrêmement difficile de remplacer dans la loi la notion de « *bio-carburant* » par celle d' « *agro-carburant* ».

J'ai pris ce petit exemple pour montrer qu'aujourd'hui, le moindre petit changement, la moindre réussite, même dans le domaine de ce qui peut ne s'apparenter qu'à du



vocabulaire, est extrêmement difficile à obtenir du fait de l'extrême mobilisation du « camp » d'en face. L'un de mes collègues qui travaillent comme salarié chez ORAMA, me disait que pour lui cette victoire était extrêmement surprenante compte tenu, de la sanctuarisation de ce mot « bio-carburant » et des moyens mis en œuvre durant des mois et des années pour imposer cette ligne.

C'est pourquoi je suis intimement convaincu que si on veut faire évoluer la politique agricole, il faudra à un moment donné oser couper le cordon ombilical et faire preuve de courage politique.

Par rapport à l'emploi, pour que la nouvelle agriculture que nous voulons promouvoir ne soit pas seulement un refuge mais pourvoyeuse d'emplois – y compris chez nous – il va falloir modifier certains textes de loi et oser prendre à bras le corps la question de la propriété, tout simplement. Car aujourd'hui il y a de plus en plus de personnes qui désirent s'installer en agriculture, notamment en production de fruits et légumes, une activité pour laquelle il faut peu de surface pour s'installer. En tant que Maire j'ai été plusieurs fois saisi officiellement par des gens qui me font part de leur volonté de s'installer et qui me demandent si la commune ou si des agriculteurs dans le village ont des terres à céder. Je peux tenter une médiation pour voir s'ils sont intéressés par une démarche collective ou tout simplement solidaire : mais je m'arrête là, je ne peux aller au-delà de cette simple médiation.

Nous n'avons pas d'outils adaptés, notamment au plan législatif, pour favoriser le développement de tels emplois agricoles de proximité. C'est d'autant plus dommage que sur le plan économique ce type d'emploi n'est pas à négliger : ce n'est pas du « refuge d'emploi », de emploi que l'on pourrait qualifier de « RMIste », et c'est d'autant plus dommage qu'aujourd'hui il y a une réelle demande locale. A titre d'exemple les AMAP démarrent en force : il y a possibilité de relocaliser des activités agricoles de qualité sur des circuits courts, avec des emplois à la clé

Ma dernière remarque concerne la question de l'énergie. Je combats très clairement la notion d'agro-carburant quand il s'agit de produire de l'énergie pour l'ensemble de la société. Cela étant il me paraît une très bonne chose que l'agriculture française puisse globalement s'affranchir de la contrainte énergétique et que des exploitations céréalières puissent consacrer une partie de leur sole pour produire l'agro-diesel dont ils ont besoin pour faire tourner les tracteurs sur la ferme. Cela a l'intérêt d'avoir un rendement énergétique très intéressant, car contrairement aux agrocarburants élaborés et distribués dans une filière industrielle, on se trouve dans une problématique de circuit « ultra-court » : c'est économique et c'est écologique ! L'un de mes collègues me rappelait qu'à l'époque où il n'y avait pas de traction mécanique, on pratiquait la traction attelée et qu'on consacrait 1/5^{ème} de la sole pour nourrir les chevaux ou les bœufs. On reviendrait ainsi à une pratique de cet ordre là. Cette logique d'autonomie énergétique est extrêmement intéressante car elle permet d'avoir une agriculture capable de se passer de l'énergie fossile importée dont elle a besoin : c'est un enjeu stratégique qui nous renvoie indirectement à la problématique de la souveraineté alimentaire

Jacques Caplat

Nous allons reprendre une nouvelle série de questions.



? Une Militante environnementale au Havre.

Au Havre les problèmes d'énergie sont cruciaux car on veut nous imposer une usine de bio-diesel. Ma question porte sur les instances internationales de régulation qu'il faut absolument mettre en place. Je travaille sur géopolitique des ressources clé et des facteurs limitants. S'il y a bien un secteur où l'Europe n'est pas indépendante, c'est bien dans le domaine de l'énergie. On va vers d'énormes problèmes s'il n'y a pas de politique européenne énergétique et de politique mondiale de régulation de l'énergie. Et je pense que la réflexion sur quels outils se donner à divers stades sur l'alimentation, sur l'eau comme sur l'énergie ne peut pas être pensée séparément, elle doit être couplée.

Ces problèmes d'évolution de ce que doit être une politique agricole me semblent un peu pensés de façon trop autonome. Sans par exemple les coupler suffisamment avec les problèmes des territoires et les autres problèmes sociaux.

Au Havre, suite à une initiative très « techno » dite Grenelle de l'estuaire, les forces de la société civile, pas seulement environnementale, ont essayé d'aborder la complexité des problèmes d'agriculture, la santé, l'alimentation, l'eau et autres. Mais le seul autre acteur qui s'est mobilisé c'est la Chambre d'agriculture et ce sur un seul problème, les « bio-carburants ».

Parmi nos réflexions, nous avançons qu'il faut penser une resocialisation avec une diversité d'emplois. Je confirme ce qui a été dit par M. Muller, vue la situation sociale plein de gens sont entrain d'orienter une activité vers une installation agricole. Et effectivement on but sur toute une série de réglementations contraignantes, un maquis de réglementations souvent contradictoires.

Le fait de s'inscrire dans ce qui a été appelé le feuilleté de la politique agricole commune, me semble devoir être à écarter. On doit recommencer sur d'autres bases, toute une autre série de recherches.



Jacques Caplat

Une remarque de Monsieur le Ministre.





Edgard Pisani

Il a existé il y a une quarantaine d'années un système d'essence colorée proposée à un prix plus bas. On pourrait parfaitement imaginer que les agriculteurs soient invités à produire leurs agro-carburants à la condition qu'il soit distinguable de l'essence et qu'ils ne le vendent pas. Ce qui permettrait de faire baisser les coûts de production agricole. Ces agro-carburants seraient moins chers car ils seraient moins taxés que l'énergie pétrole.

Je désire également revenir sur un autre point. Récemment, il y a huit jours, j'ai proposé au ministère d'agriculture de transformer les collèges et lycées agricoles en collège et lycées agricoles, ruraux et environnementaux. Je crois en effet qu'il y a une ressource d'emplois dans ces activités. Malheureusement on ne prépare assez les gens qui vont dans ces lycées et collèges agricoles à ces métiers.

? Sarah Feuillette

Je voudrais aborder quatre petits points, à la fois des questions et des compléments. On parle d'objectifs et de politiques, mais pour favoriser un certain type d'agriculture qui réponde à la problématique de l'emploi, qui consomme moins d'intrants et moins d'énergie (parce que aujourd'hui il faut dix fois plus d'énergie pour produire les aliments que l'on consomme que ce qu'ils représentent pour nous en calories) ; ne doit-il pas y avoir également un objectif de la Recherche ? Parce que les semences que l'on produit actuellement, ont besoin de ces intrants. La simplification agronomique de l'agriculture c'est aussi la recherche qui la pilote. Donc parallèlement à la redéfinition d'une nouvelle politique agricole, ne faut-il pas donner de nouveaux objectifs à la Recherche de manière plus ferme que ce qui se fait aujourd'hui.

La deuxième chose, connaissant bien le monde de l'eau, puisque je travaille dans une agence de l'eau, la directive cadre européenne sur l'eau, qui nous demande d'atteindre si possible le bon état écologique des eaux d'ici 2015, bute principalement sur l'agriculture dans tous les pays européens. On se rend compte que nous n'avons pas les moyens des ambitions de la politique de l'eau. Nous avons abordé les questions d'énergie, d'emplois, ce sujet en est un autre qu'il faut considérer.

Les deux derniers points qui sont liés tous deux concernent le gaspillage. J'ai entendu dire que le système agro-alimentaire actuel gaspillait dans le monde 40 à 50% de sa production avant d'arriver dans l'assiette. Il est souvent avancé qu'il faut augmenter la production pour nourrir 9 milliards d'humains. Peut-être faudrait-il avant éviter le gaspillage.

Dans cette même logique, où en sommes nous des conclusions présentées par la FAO en 2007 sur le fait que la souveraineté alimentaire serait mieux assurée par une agriculture de type biologique ?





Jacques Caplat

Je voudrais approfondir cette question sur l'eau en rebondissant sur les propos de Guy Paillotin sur le fait qu'en Suisse le choix avait été fait de privilégier l'environnement et qu'il fallait se demander si en France on était d'accord pour le faire. Cette question est à relier avec le coût de la dépollution, car est-ce que finalement, n'est-il pas plus économique de ne pas polluer que de dépolluer après ?

? Sjoerd Wartena, Président de l'association Terre de Liens

Je tiens à dire que c'est rare de se retrouver dans un après-midi à écouter un... vieux. Car nous ne sommes pas dans une société où on écoute les personnes âgées. Il est d'autant plus intéressant d'écouter Monsieur Pisani, qu'il est le premier à reconnaître ses expérimentations et ses fautes. Au niveau de sa vie, qu'on peut appeler intelligence et peut-être sagesse ; il les reconnaît et il a quand même la volonté de continuer à dire, réfléchir, et méditer. Cela vaut et m'inspire absolument.

Je me dis, comment déterminer le « haut » ? Nous vivons dans une société de convoitise, *society of greed*. La démocratie, le moins mauvais des systèmes selon Churchill, présente le désavantage de la dépendance à un électorat. Ainsi beaucoup de mesures fiscales indispensables ne sont pas réalisées.

Nous vivons dans un monde avec peu de place pour l'histoire. Dès que vous évoquez des pratiques qui existaient autrefois, on nous reproche de vouloir revenir au 19^{ème} siècle. Or il est important de revenir sur certaines anciennes idées. Notre association Terre de lien veut remettre en question la propriété et poser la question de savoir à qui appartient réellement la terre ? Nous devons faire plus que changer la politique, nous devons changer la mentalité. Cela représente pour moi le « haut ». Et les finances solidaires et l'économie solidaire représentent les moyens concrets pour y parvenir et donc le « bas ».

? Sylvain Péchu, réseau des AMAP Ile-de-France

Tout à l'heure a été évoquée la question du lobby, de cette force du lobby. Cela nécessite d'avoir un courage politique pour faire changer les choses. Comment localement, nous, citoyens, pouvons-nous vous aider à avoir ce courage et à changer les choses ?

Nous essayons de faire changer les choses au niveau agricole de façon à faire que le citoyen lambda aille frapper à la porte de l'agriculteur, afin qu'il exprime lui aussi ce qu'il attend de l'agriculture, de ce partage du territoire. Au sein du réseau, nous travaillons à essayer d'intervenir au niveau « micro-local », sur le repérage de foncier disponible, en travaillant conjointement avec les collectivités territoriales afin de permettre de nouvelles installations.

Il existe un lobby au niveau national, mais il existe également au niveau « micro-local », puisque lorsqu'il va s'agir d'installer de nouveaux agriculteurs, nous allons devoir passer en comité technique SAFER ou CDOA, à ce niveau nous retrouvons les mêmes personnes qui vont apporter des blocages, des blocages relativement secrets puisque ce qui se passe dans un CDOA local demeure inconnu pour les citoyens.



Aux citoyens, il reste une voie théorique, celles des associations des consommateurs. Pendant quelques temps elles ont participé à ces CDOA. Mais depuis des changements à leur tête, l'agriculture n'est plus leur priorité et elles ne siègent plus. Ces comités étant définis par les lois d'orientation agricole, nous ne disposons d'aucun moyen de les changer.

Est-ce que vous qui avez côtoyé ces lobbies, qui avez pratiqué les arcanes des négociations, vous avez des pistes à nous proposer ?



Jacques Caplat

Cette remarque sur les CDOA met en avant les paradoxes sur les CTE : les mesures qui étaient sensées simplifier les actions sur le terrain, ont en fait renforcé le lobbying sur le terrain.

Une dernière série d'interventions avant les conclusions des intervenants.

? Une participante

Un simple témoignage de vécu en CDOA : j'ai été la seule à refuser le renouvellement du mandat de la SAFER. Je crois qu'il y a bien un blocage et que nous devons agir à ce niveau.

Je tiens à revenir sur la remarque de Monsieur Pisani sur le fait qui n'existe pas de subvention mais un paiement de service. Je crois que le message du changement de service n'est pas passé, surtout dans les milieux de ces fameux lobbies. Le message est également brouillé car on entend qu'il faut produire mieux, mais aussi produire plus, notamment pour nourrir le monde.

Est-ce que cela apporte à la planète d'augmenter la production agricole ?



Monsieur Pisani appelait de ses vœux un Conseil de sécurité environnemental et alimentaire du monde. Je voulais savoir si c'était un vœu pieu ou s'il a un réel espoir ?



? Patrick Garnon

Je voulais aborder la question de ce qu'il faut faire et des pistes à proposer. De mon point de vue, et comme l'a dit Monsieur Pisani, il faut agir par le haut. Sur l'agriculture cela revient aujourd'hui à agir sur les politiques, tant au niveau national qu'au niveau européen, qui est le plus important.

Aujourd'hui, je le dis comme je le pense, à part les Verts, il y a un abandon complet des partis politiques de la réflexion sur la politique agricole et l'agriculture. On a laissé tombé l'agriculture. En vous rendant sur le site internet de la Commission agriculture des Verts vous pouvez voir l'évolution de la réflexion importante de ce parti. Excepté cela, la réflexion se trouve dans des réseaux comme le Réseau PAC 2013, dans les syndicats, dans les associations mais pas dans les partis politiques.



Je pense que ce nous avons à faire, partout où nous sommes, c'est de repenser ce projet de l'agriculture, mais pas seulement de l'intérieur de l'agriculture, mais sur des positions politiques de l'ensemble de la société. Si on veut avancer sur une nouvelle politique agricole, il faut reconstruire ce qui a été abandonné, lâchement pour certain – je pense notamment au compromis de 1983 – aux lobbies agricoles encore aujourd'hui en place. Il faut au contraire un ensemble de réflexions ouvertes.

Pour être optimiste, il existe un certain nombre de réponses, bien articulées, très bien construites au sein des réseaux. Des réponses qui démontent les faux arguments qu'il faut produire plus en Europe pour nourrir le monde.

Cependant, tous ces éléments demeurent dispersés, il n'y a pas encore un projet politique applicable à l'agriculture qui puisse être partagée et soutenue plus globalement.

? Laurent Harnéaux

Ce qui est désolant c'est que les personnes issues du cycle de formation, agronomique ou comme pour moi, autre, lorsqu'elles sont motivées ne trouvent pas autres choses en dehors de leur formation que des ONG qui répondent à cette volonté de changement.

Sans volonté politique, les gens, en dépit de leur volonté, se retrouveront à effectuer des métiers seulement pour survivre.





Jacques Caplat

Avant les dernières interventions de la tribune, je tiens seulement à faire remarquer qu'à la question comment faire pour réconcilier agriculture et société, on avait été très prudents au moment de la préparation de la table ronde et on a alors posé la question de « quelle » politique agricole commune, sans poser la question du « comment ».



J'espère que les personnes qui ne se connaissent pas forcément vont continuer à se croiser dans l'avenir, car c'est également le but de ce genre de rencontre.

Je laisse maintenant aux intervenants le mot de la fin en vue de donner des pistes pour la suite.





Edgard Pisani

Vous ne progressez pas en ayant de petites idées. Vous avez une chance, même si elle est limitée, de mobiliser des volontés, de mobiliser des rêves, des espoirs, des occasions, en vue de dessiner un schéma qui a un sens.

Vous comprenez, la réforme de la politique agricole a été une affaire de boutiquiers, elle n'a pas été une affaire qui a conduit à repenser l'agriculture et sa place dans la société, à présenter l'agriculture sous un autre jour à la société.

Je prétends que ce que j'ai esquissé est une ébauche. D'abord, le caractère mondial du risque de sous-alimentation. Deuxièmement, la nécessité de se mobiliser pour y faire face et donc de lutter éventuellement contre les acquisitions de terres abusives pour y faire des agro-carburants. Troisièmement des organisations régionales relativement homogènes à l'intérieur desquelles des échanges ont lieu. Et, quatrièmement, un système de gouvernance mondiale permettant de définir les règles du jeu dans le commerce international.

Je crois qu'il faut que vous luttiez très fort contre l'usage du mot « subvention ». Ce ne sont pas des subventions et si elles étaient des subventions, elles seraient illégitimes. Se sont des compensations de pertes structurelles dues en particulier au climat, faute desquelles les entreprises agricoles ne survivraient pas. Il ne s'agit pas de subvention pour faire, il s'agit de compensation pour risques et dommages subis du fait de la nature. Donc il faut redéfinir votre vocabulaire de façon que le mot subvention puisse disparaître. Et ce de façon qu'apparaisse, j'y insiste beaucoup, le mot de contrat. C'est un contrat entre une société et une profession qui connaît des risques et qui remplit des fonctions irremplaçables par quiconque.



Guy Paillotin

Je soutiens complètement ce que vous avez dit sur le contrat et la subvention. Simplement il faut que le mot soit utilisé, après il faut y réfléchir très précisément. Ce n'est pas un contrat que les agriculteurs se passent avec eux-mêmes ou avec l'idée qu'ils se feraient de ce que la société leur demande.

L'exemple le plus typique, j'y reviens, c'est la Suisse. Ils n'avaient finalement pas d'autres possibilités que d'avoir un contrat qui soit un contrat de maintien de l'environnement du paysage. D'une certaine façon ils sont dans une position très instable et par rapport au choix de leur politique agricole. En tout cas jusqu'à la prochaine votation. Où se situerait le point d'équilibre entre une agriculture qui n'aurait aucune vocation économique et la lassitude des Suisses de payer pour le paysage qui est surtout fait pour le tourisme ?

Mais c'est tout de même cela qu'il faut rechercher, par rapport à la politique agricole commune, c'est ce contrat qui peut être fait de multiples moyens.

Quant au Ministre de l'agriculture, dont vous n'avez pas dit beaucoup de mal, je pense qu'il a une orientation sur l'agriculture 2020 qui est très fortement marquée par des questions d'environnement, de qualité de l'eau, des missions du phytosanitaire. Des choses qui sont aussi des voies à explorer.





Geneviève Savigny

Je veux revenir sur ce que l'on doit faire.

Lorsque l'on n'est pas un grand politique et qu'on est juste un citoyen, il faut tout de même agir, même si on n'a pas la capacité d'écrire des lois. Et je crois que tout ce qui peut être fait au niveau local est positif, car cela peut interpeller des politiques et des gens qui ensuite, s'il y a une masse suffisante de citoyens, pourront prendre des mesures élevées et nécessaires pour la planète.

Je veux aussi approfondir la réflexion sur ce que veut le citoyen. On a besoin qu'il s'exprime, qu'il s'invite dans le débat. La question est de savoir ce qu'il pense vraiment. Mais le débat est biaisé par de nombreux éléments comme les grandes surfaces qui s'interposent. On ne les pas évoquées mais je crois que dans le débat ce sujet est très important. Elles prétendent savoir ce que veulent les consommateurs et pour elles c'est des produits moins chers. Et cela justifie toutes les importations et tous les systèmes de baisse des prix. Alors que le consommateur, s'il pouvait avoir un produit local pas cher, sain, riche de toute la culture et facile d'accès, je pense qu'il signerait des deux mains. Le citoyen n'a pas moyen de s'exprimer à part dans les mille petites expériences qui s'offrent à lui, comme les AMAP, les achats locaux. Il faut donc donner aux consommateurs tout le pouvoir et notamment les consommateurs pauvres, qui sont de plus en plus nombreux, qui doivent aussi pouvoir accéder à une alimentation saine et à une autonomie alimentaire. Pour cela il faut que nous nous décidions sur comment nous partageons la planète.

Jacques Caplat

Le mot de la fin à la puissance invitante, Monsieur le sénateur Muller.





Jacques Muller

Je voudrais partir de la question posée relative aux AMAP pour finir sur des choses plus politiques. Sur la question savoir s'il faut faire ou ne pas faire, je dirai d'abord que les batailles qu'on est sûr de perdre sont celles que l'on ne mène pas ! Cela nous ramène à notre propre conscience.

Je ferai aussi un détour philosophique. Gandhi, qui est mon maître à penser en politique, disait ce n'est pas tellement le fruit de l'action qui compte, mais l'action elle-même. Il n'est pas sûr que l'on récolte soi-même les fruits de l'action menée, mais il est une certitude : si l'on ne sème pas, si on n'agit pas, il n'y a pas de fruit... A partir de là, chacun au niveau de responsabilité où il se situe, qu'il soit militant, maire, sénateur minoritaire ou autre, est invité à agir : si on n'engeait que les choses qu'on est sûr de réussir, on ne ferait rien. Donc Il faut donc « y aller » !

Pour conclure sur le débat général que nous avons eu cet après-midi. Il y a unanimité je crois à la tribune pour dire : il faut réintroduire l'agriculture dans le débat politique général. Cela doit être l'une de nos préoccupations principales. Et nous devons définir les enjeux sociétaux majeurs.

Il y a un certain nombre de choses relativement matures dans la société française, des attentes fortes. Ce sont les enjeux d'environnement, de qualité des produits et d'emploi. Ces questions là sont devenues des préoccupations dominantes chez nos concitoyens.

Ce qui me paraît particulièrement intéressant, est que cet après-midi, nous avons été invités à dépasser ces thématiques en les situant d'emblée dans une problématique mondiale : répondre au défi de l'agriculture dans le monde. A partir du moment où on prend cette question à bras le corps, le cadre de la politique agricole commune est clairement tracé : ce n'est pas à nous, pays riches, de nourrir les pays du sud ! Autrement dit, si nous devons repenser notre propre politique agricole, l'objectif ne peut pas être celui qu'il était en 1962 : produire plus, baisser les coûts, etc. Ce n'est plus le sujet d'actualité.

Cela m'amène à cette conclusion : une politique agricole commune et de paix, intégrant l'ensemble de ces dimensions, ne pourra pas ne pas entrer en conflit avec les règles dogmatiques ultralibérales de l'OMC. Si nous voulons faire une politique agricole commune strictement « OMC-compatible », je crois que nous glisserons insidieusement vers l'abandon de la notion même de politique agricole : nous serons piégés d'entrée de jeu. De même, si notre objectif premier est d'entrer en compétition avec les Etats-Unis, le Canada, le Brésil ou tout autre pays agro-exportateur, nos objectifs extérieurs de paix et de lutte contre la sous-alimentation mondiale, tout comme nos objectifs d'une agriculture réconciliée avec la société, seront rigoureusement inatteignables.

Il est vrai cependant qu'il sera difficile de faire en sorte que les européens parlent d'une seule voix à ce sujet : les Vingt-sept ne sont pas sur cette longueur d'ondes... Raison de plus pour poser le problème en toute clarté, et de se donner les moyens pour créer au niveau européen la majorité qui permettra de tenir le bon cap.

Je tiens encore à remercier sincèrement tous les intervenants à la tribune qui nous ont fait l'honneur de répondre favorablement à notre invitation, et qui forts de leurs expériences diverses et complémentaires, ont contribué de manière décisive à la réflexion collective que nous avons initiée. Je remercie enfin toutes les personnes ici présentes, et plus particulièrement celles dont les interventions ont permis un débat général très enrichissant.



